



Les entreprises face aux catastrophes d'origine humaine – une boîte à outils pour les réseaux du secteur privé

Remerciements

Cette boîte à outils a été élaborée grâce au financement de la Direction générale de la protection civile et de l'aide humanitaire de la Commission européenne (DG-ECHO) dans le cadre de Connecting Business initiative (CBI) en partenariat avec l'Overseas Development Institute (ODI).

Ont fait partie de l'équipe de projet: Tiina Mylly (Connecting Business initiative), Karen Smith (Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies), Sahba Sobhani (Programme des Nations Unies pour le développement) et Barnaby Willitts-King (Groupe de politique humanitaire, Overseas Development Institute). Nous remercions également les nombreux collègues qui ont contribué à ce document.

Nous remercions en particulier le groupe d'experts du projet pour leurs commentaires et contributions sur les versions successives de cette boîte à outils. Groupe composé de (ordre alphabétique par nom de famille):

Arda Batu, Secrétaire général de la Confédération turque des entreprises et des entreprises; Joanna Buckley, Conseillère en développement du secteur privé, Département du développement international en Grande Bretagne; Gregory Gottlieb, Directeur de centre et Professeur de pratique; Irwin H. Rosenberg, Professeur en nutrition et sécurité humaine, École Friedman des sciences et politiques de la nutrition, Tufts - Centre international Einstein; Firzan Hashim, Directeur pays, Alliance Asie-Pacifique pour la gestion des catastrophes, Sri Lanka; Adam Legge, Membre du conseil de la Fédération mondiale des chambres de commerce de la CCI; Bartol Letica, Spécialiste principal du secteur financier, groupe de pratique Finance et marchés, Société financière internationale, Groupe de la Banque mondiale; Janet Puhlovic, Spécialiste des affaires humanitaires, Bureau Unies; Alexandros Ragoussis, Economiste, Leadership Société financière internationale, d'opinion, développement économique et secteur privé,

de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies; Gary Rynhart, Organisation internationale du travail; Kathryn Taetzsch, Directrice mondiale, Partenariats humanitaires et programmation en espèces, Équipe de gestion des catastrophes / ressources techniques, World Vision International; Claude Voillat, Conseiller économique, Comité international de la Croix-Rouge.

Droits d'auteur

Copyright © 2019 Programme des Nations Unies pour le développement et Overseas Development Institute. Tous les droits sont réservés.

Avertissement

Ce document a été financé par la Direction générale de la protection civile et de l'aide humanitaire de la Commission européenne (DG-ECHO).

Les opinions exprimées dans le présent document ne doivent en aucun cas être considérées comme reflétant l'opinion officielle de l'Union européenne, et la Commission européenne n'est pas responsable de l'utilisation qui pourrait être faite des informations qu'il contient.

Les opinions exprimées dans cette publication n'engagent que leur(s) auteur(s) et ne représentent pas nécessairement celles des Nations Unies, dont le PNUD et OCHA, et les États membres de l'ONU.

Pour plus d'informations, voir www.connectingbusiness.org ou contactez connectingbusiness@un.org.

Image de couverture: Yaya Dia Adama (à droite) a fui la violence en République centrafricaine, en rejoignant le camp de réfugiés de Gado au Cameroun, avec ses cinq enfants. Couturière de métier, elle gagne sa vie en utilisant les machines à coudre du centre polyvalent d'ONU Femmes © ONU Femmes / Ryan Brown

Guide de démarrage rapide pour les réseaux membres de CBI

Selon le contexte dans lequel vous évoluez (avant, pendant ou après une catastrophe d'origine humaine), vous pouvez utiliser le résumé ci-dessous pour identifier l'approche la plus appropriée et hiérarchiser les activités de votre réseau..

Les étapes ci-dessous correspondent aux sections de la boîte à outils. Chacune d'entre elles sera expliquée plus en détail dans les chapitres suivants.

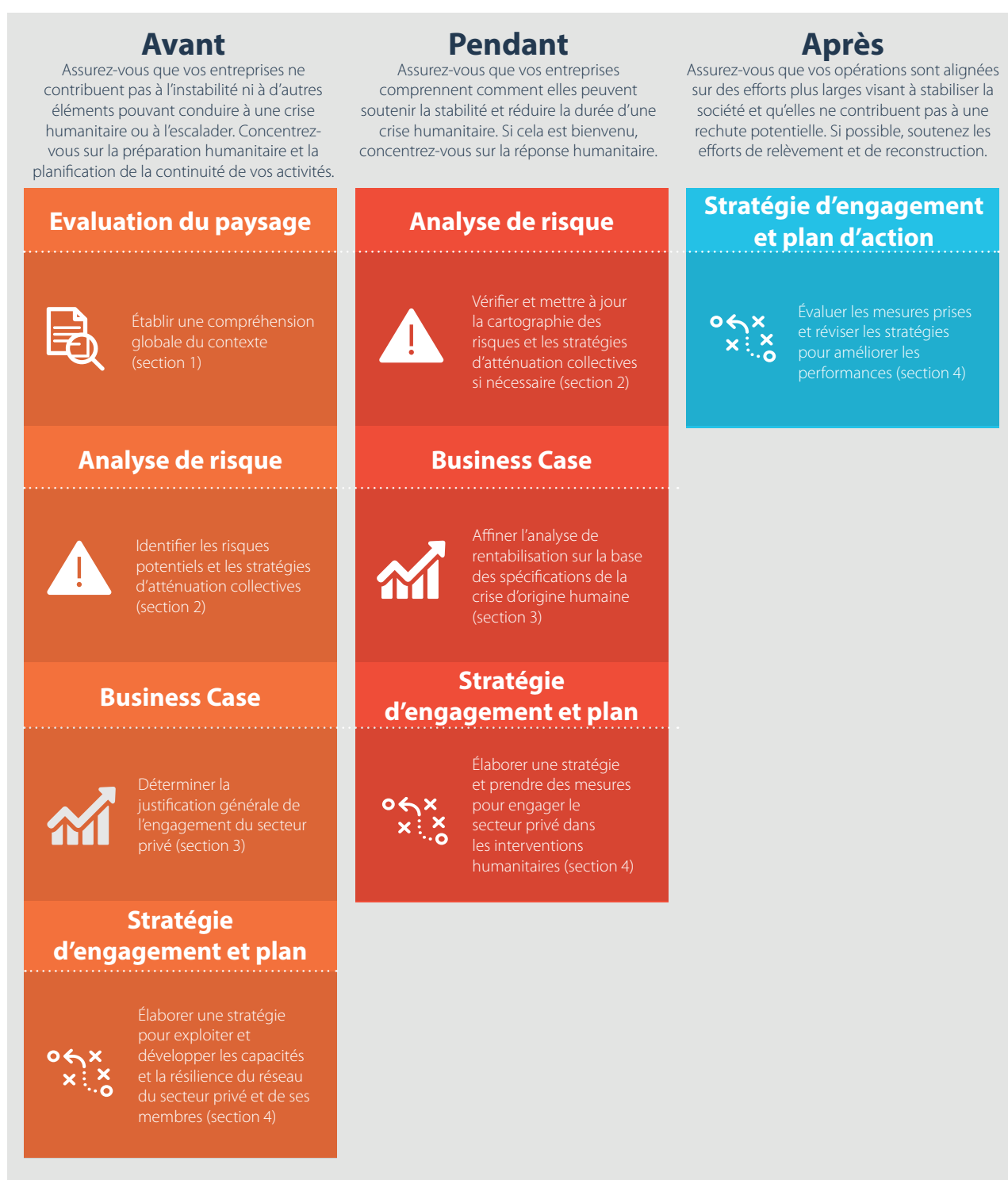


Table des matières

Remerciements	2
Introduction	5
But et justification	5
Définir les catastrophes d'origine humaine et les situations d'urgence complexes	6
Comment la boîte à outils a été développée	9
1. Evaluation du paysage	12
2. Analyse de risque	17
3. Business case pour l'engagement collectif du secteur privé dans des catastrophes d'origine humaine, y compris les situations d'urgence complexes	20
4. Stratégie d'engagement et plan d'action	24
5. Exemples d'outils et de modèles	30
6. Ressources supplémentaires	40
Annexe 1: Exemple de stratégie d'engagement du réseau et de plan d'action	48

Introduction

Connecting Business initiative (CBI) a été lancée lors du Sommet humanitaire mondial en mai 2016 pour améliorer la préparation, la réponse et le relèvement en cas de catastrophe, en intégrant le secteur privé dans les mécanismes nationaux et internationaux de gestion des catastrophes. En tant qu'initiative globale axée sur la participation coordonnée et collaborative du secteur privé, CBI entend réduire les risques et les doubles emplois, tout en améliorant la résilience des entreprises et des sociétés:

1. Fournir un point d'entrée clair au secteur privé pour qu'il s'engage dans la réduction des risques de catastrophe, la préparation aux situations d'urgence, les interventions et le relèvement.
2. Mobiliser et connecter les partenaires.
3. Soutenir la création et le renforcement de réseaux dirigés par le secteur privé dans la réduction des risques de catastrophe, la préparation aux situations d'urgence, les interventions et le relèvement.
4. Connecter les réseaux du secteur privé entre eux et avec d'autres acteurs aux niveaux local, national et régional, ainsi qu'entre les industries et les groupes thématiques.
5. Intégrer le secteur privé dans les programmes de résilience et les structures nationales de gestion des catastrophes.
6. Faire correspondre les capacités et les ressources du secteur privé aux besoins humanitaires par le biais de réseaux locaux.
7. Produire des outils et offrir des programmes pour renforcer la résilience des entreprises et de leurs communautés.
8. Développer et diffuser les bonnes pratiques en matière d'engagement du secteur privé.
9. Faciliter l'engagement politique.

Les gouvernements ont la responsabilité première de la gestion des catastrophes, cependant l'initiative CBI a permis la prise de conscience croissante que, dans un paysage humanitaire changeant, l'approche de portefeuille reconnaît aussi l'expertise et les ressources spécifiques des parties prenantes, y compris celles du secteur privé.

Les réseaux membres de CBI travaillent aux côtés des acteurs nationaux et internationaux dans la préparation aux catastrophes, soutiennent les communautés touchées, reconstruisent les infrastructures de base et contribuent au relèvement. Ils se concentrent sur les activités de réduction des risques de catastrophe, de préparation, d'intervention

Qu'est-ce que le secteur privé?

L'ONU définit le 'secteur privé' comme suit: «Toutes les entreprises individuelles, à but lucratif, ou commerciales, ou les associations d'affaires et coalitions professionnelles, ainsi que les fondations philanthropiques d'entreprises.»

Voir <https://undocs.org/A/56/323>

et de relèvement, y compris le plaidoyer, les systèmes d'information, les exercices de simulation et la formation en planification de continuité

Un élément clé de l'appui du Secrétariat CBI à ses réseaux membres est le développement d'outils et de ressources que les réseaux peuvent exploiter pour mieux servir leurs membres dès lors qu'ils s'engagent collectivement dans des activités humanitaires.

But et justification

Les réseaux CBI mettent l'accent sur l'engagement du secteur privé face aux conséquences de catastrophes naturelles telles que les inondations et les tremblements de terre. Bien que la majorité des besoins humanitaires soient liés à des catastrophes causées par l'être humain telles que les conflits, troubles politiques, déplacements forcés et famines, le secteur privé a tendance à être moins impliqué en raison du degré élevé de risque (pour sa réputation) associé à ce type d'urgence.¹ L'action collective du secteur privé face aux catastrophes d'origine humaine, y compris les situations d'urgence complexes, reste limitée à certains secteurs et sous-explorée. L'expérience lors de catastrophes naturelles montre toutefois que l'action collective des réseaux du secteur privé peut:

- créer un impact d'échelle;
- minimiser les duplications (des efforts);
- fournir un point d'entrée clair et simple pour les entreprises; et
- contribuer à la continuité et la résilience des affaires locales.

Il peut également fournir un mécanisme permettant aux petites et moyennes entreprises de participer à

1. Zyck, S. and Kent, R. (2014) *Humanitarian crises, emergency preparedness and response: the role of business and the private sector*. London: ODI.

des opérations difficiles. L'engagement dans la réponse aux catastrophes d'origine humaine se développe; par conséquent, les réseaux du secteur privé ont besoin des directives concrètes sur quand et comment s'engager et produire le meilleur impact.

CBI a développé cette boîte à outils, qui évalue la justification de l'engagement et propose des directives et activités recommandées, ainsi que des outils et modèles, afin d'aider les réseaux du secteur privé et autres parties prenantes à naviguer dans l'environnement difficile des catastrophes provoquées par l'être humain, et de leur permettre d'évaluer le paysage et d'élaborer des plans d'action spécifiques pour leur action collective.

La boîte à outils permet d'interpréter les contextes de catastrophe d'origine humaine, tels que les urgences complexes, en fonction des risques spécifiques; lesquels peuvent être atténués par les actions des réseaux du secteur privé. S'appuyant sur des recherches antérieures et des outils existants, la boîte à outils offre un cadre complet aux réseaux du secteur privé pour analyser, développer et exécuter une stratégie d'engagement adaptée aux capacités de leurs membres, et pour orienter ces capacités vers un soutien aux gouvernements et à la communauté humanitaire.

Définition des catastrophes d'origine humaine et urgences complexes

Les catastrophes d'origine humaine sont des événements causés par l'être humain et qui se produisent dans ou à proximité d'établissements humains.² Ces catastrophes se produisent lorsque ces risques ont un impact sur les personnes vulnérables. Elles sont causées par l'être humain et couvrent une gamme de scénarios, caractérisés par la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge de cinq manières différentes:

1. Urgences complexes/conflits
2. Famine/Insécurité alimentaire
3. Populations déplacées
4. Accidents industriels
5. Accidents de transport

Même s'il est peut-être important que les réseaux CBI soient prêts à gérer tous ces types de catastrophes, cette boîte à outils a été conçue à partir de scénarios et de sources basés sur les trois premières catégories énumérées ci-dessus (qui se chevauchent souvent). Pour cette raison, la boîte à outils ne traite pas des accidents industriels

et de transport et se concentre principalement sur les catastrophes d'origine humaine qui sont enracinées dans les conflits ou l'instabilité politique d'un pays ou d'une région. Le tableau ci-dessous récapitule les types de dangers et de catastrophes auxquels les réseaux CBI pourraient avoir à traiter:

Tableau 1: Les types de désastres abordés dans la boîte à outils

Inclus	Non-inclus
Urgences complexes/conflits	Accidents industriels
Famine/Insécurité alimentaire	Accidents de transport
Populations déplacées	Catastrophes naturelles (ex. typhons, tremblements de terre, tsunamis, épidémies)

Une urgence complexe est définie comme: «Une crise humanitaire dans un pays, une région ou une société caractérisée par un effondrement total ou considérable de l'autorité, résultant d'un conflit interne ou externe et nécessitant une réponse internationale allant au-delà du mandat ou de la capacité d'un seul organisme et/ou du programme pays des Nations Unies en cours.»³ Généralement, les situations d'urgence complexes «résultent d'une combinaison d'instabilité politique, de conflit et de violence, d'inégalités sociales et de pauvreté sous-jacente».⁴

Les situations d'urgence complexe peuvent se caractériser de la manière suivante:

- Les niveaux variables de conflit et de violence qui entraînent le déplacement généralisé de populations, à l'intérieur d'un pays, ou à l'extérieur dans les pays voisins.
- La détérioration généralisée d'éléments politiques, sociaux et culturels dans un pays et potentiellement dans les pays voisins.
- L'aide humanitaire est entravée par des contraintes politiques ou militaires.

2. <https://www.ifrc.org/en/what-we-do/disaster-management/about-disasters/definition-of-hazard/>
 3. IASC 1994, Definition of complex emergencies. Working Group 16th Meeting report.
 4. FAO 2017, The State of Food Security and Nutrition in the World. Rome: FAO

Le lien entre les catastrophes d'origine humaine et la paix et le développement

Les concepts de *maintien de la paix* et le *nexus humanitaire-développement-paix* gagnent en intérêt, alors que les gouvernements, les Nations Unies et autres parties prenantes mettent en avant les coûts de plus en plus élevés des crises humanitaires. Au cœur de toutes les préoccupations, il faut noter la nécessité de mettre davantage l'accent sur la prévention, c'est-à-dire sur des actions qui empêchent les épidémies, ainsi que l'escalade, la durée et la récurrence de la violence (pouvant causer ces situations humanitaires).⁵ En outre, une approche durable des crises humanitaires demande une collaboration entre tous les acteurs, y compris le secteur privé.

Ce cadre conceptuel et analytique est harmonisé avec le discours *affaires et paix* qui explore comment les entreprises peuvent gérer les risques (gestion des risques), s'assurer qu'elles ne contribuent pas à l'instabilité (pratiques commerciales sensibles aux conflits) et identifier les moyens de soutenir la paix.

Cette boîte à outils est orientée vers les crises humanitaires résultant de catastrophes causées par l'être humain. Bien qu'elle n'explore pas le nexus humanitaire-développement-paix, elle

« Si les entreprises font leur travail correctement; si les entreprises travaillent dans le respect des valeurs et créent de la richesse et du bien-être, si elles contribuent à la cohésion des communautés par leur intégration dans ces communautés, alors en effet les entreprises contribuent à la paix de manière décisive. »

António Guterres, Secrétaire général des Nations Unies

reconnait le rôle que les réseaux du secteur privé et leurs membres peuvent jouer pour soutenir les efforts à court et à long terme. Selon le contexte, le secteur privé pourrait par exemple s'assurer de pratiques commerciales sensibles aux conflits et soutenir les activités de préparation aux crises humanitaires; contribuer volontairement aux efforts de paix et soutenir la réponse humanitaire pendant les crises; et s'engager dans le redressement et la reconstruction après les crises. Des références à des lectures complémentaires sur les contributions du secteur

privé à l'agenda de la paix et du développement à long terme sont présentées dans ce document, ainsi que des liens aux publications de référence (principalement en anglais) dans la **Section 6** de la boîte à outils.

« La réponse humanitaire, le développement durable et la paix durable sont les trois côtés du même triangle. »

António Guterres, Secrétaire général des Nations Unies

⁵ The UN's Evolving "Peace and Security" Architecture: Is the World Body Becoming More Effective in this Core Mission? (2019) <https://dppa-ps.atavist.com/the-uns-evolving-peace-and-security-architecture>



À qui s'adresse cette boîte à outils?

Cette boîte à outils a été conçue pour les **plateformes du secteur privé** travaillant dans l'action humanitaire aux niveaux local, national et multinational, dont les réseaux membres de Connecting Business initiative. Les ressources et les modèles offerts dans ces guide sont également disponibles pour un public plus large d'acteurs humanitaires et gouvernementaux, qui peuvent les trouver utiles pour planifier leur collaboration avec le secteur privé.

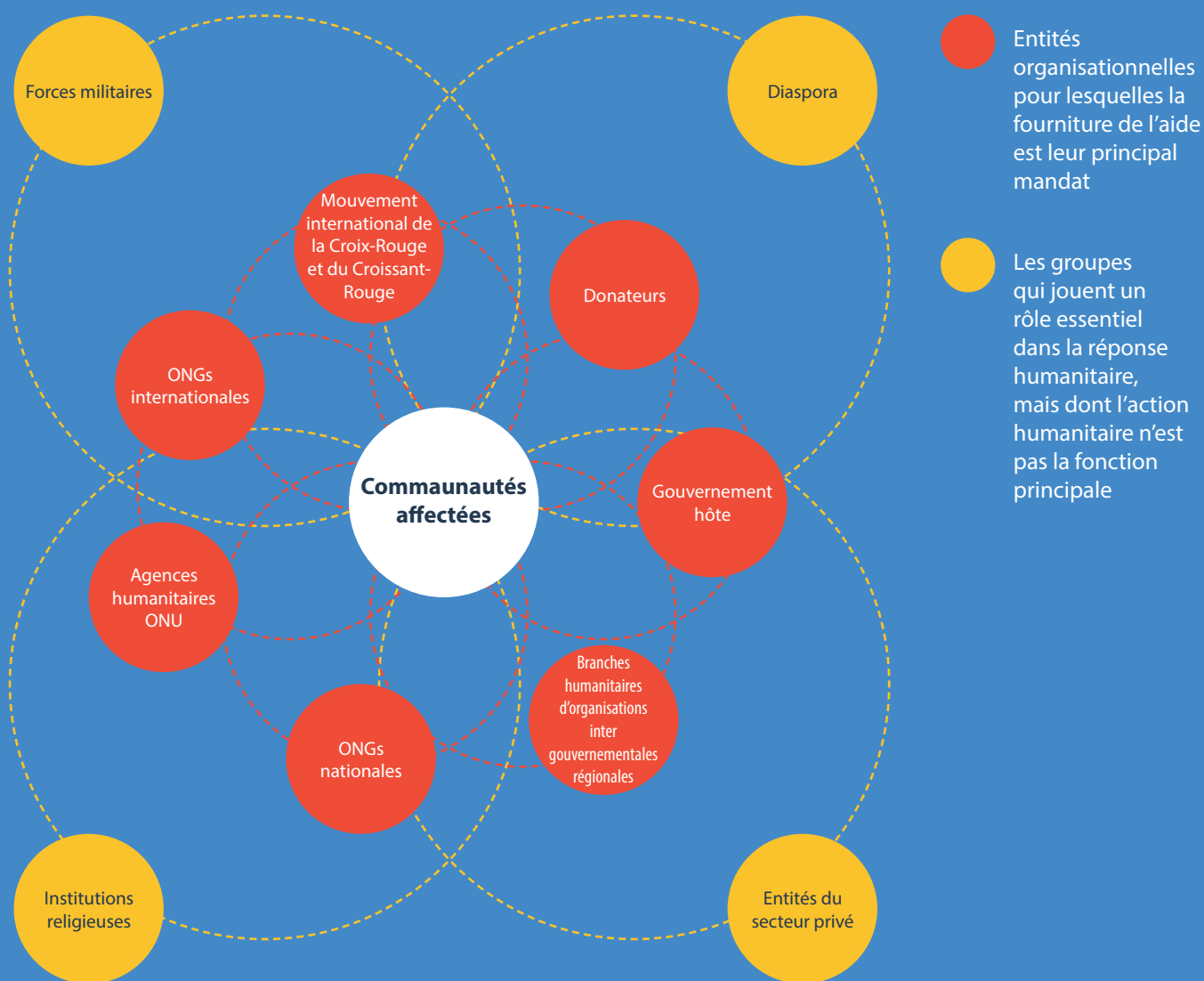
Qui est impliqué dans la réponse aux catastrophes d'origine humaine, y compris les urgences complexes? Le système humanitaire

Les gouvernements sont les premiers responsables de la vie des citoyens touchés par les catastrophes et les situations d'urgence (résolution 46/182 de l'Assemblée générale des Nations Unies de 1991). Lorsque la réponse dépasse les capacités du gouvernement, un large éventail d'acteurs et d'organisations peut fournir un appui, qui comprend le système humanitaire (voir la figure). Selon ALNAP, le système humanitaire est composé des entités organisationnelles pour lesquelles l'action humanitaire est leur activité principale et d'autres qui peuvent jouer un rôle important dans l'aide, mais qui ont d'autres fonctions et

objectifs principaux. Le premier groupe peut être considéré comme des acteurs essentiels. Leur principal mandat est de fournir de l'aide, ils sont liés sur le plan opérationnel ou financier, et bon nombre d'entre eux partagent des objectifs généraux et des principes normatifs communs en matière d'action humanitaire.

Ces organisations comprennent:

- ONG locales, nationales et internationales;
- Départements humanitaires des Nations Unies;
- Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge;
- Organismes gouvernementaux responsables de la réaction aux crises;
- Branches humanitaires d'organisations intergouvernementales régionales; et
- Agences et bureaux des gouvernements donateurs qui fournissent un financement et une coordination humanitaires.



Les agences humanitaires sont guidées par des principes humanitaires et un **code de conduite**. Ils disposent d'un certain nombre de mécanismes et d'outils de préparation, allant de la préparation à l'évaluation des besoins, en passant par le redressement (voir *Cycle du programme humanitaire*, ressources à la **Section 5: Outils 3 et 4**).

Comment la boîte à outils a été développée

Cette boîte à outils reflète l'état des connaissances sur l'engagement du secteur privé dans les catastrophes d'origine humaine, y compris les situations d'urgence complexes. Le développement de la boîte à outils était basé sur une recherche bibliographique détaillée, une consultation en ligne au niveau mondial, une série d'ateliers dans trois pays pilotes avec des réseaux membres de CBI (Côte d'Ivoire, Kenya, Turquie), ainsi que des entretiens et des discussions bilatérales et avec un groupe d'experts. Ce groupe a inclus des représentants de réseaux membres de CBI, des représentants d'entreprises et des points focaux du secteur privé au sein des Nations Unies. Un élément-clé de la méthode de recherche a consisté à rencontrer et consulter régulièrement ce groupe d'experts pour discuter et valider la structure, le contenu et la présentation de la boîte à outils.

Comment utiliser cette boîte à outils

Avant et/ou pendant une crise humanitaire: utilisez le flux de travail dans cette section pour examiner le contexte et déterminer si le réseau a un rôle à jouer pour faire face à la catastrophe humanitaire (potentielle) provoquée par l'être humain - la décision formera la base d'une stratégie d'engagement pour une action collective et sous-tendra les actions qui suivront. Le flux de travail de l'arbre de décision guide le réseau tout au long du processus, depuis une analyse de contexte de base à l'élaboration d'une stratégie d'engagement et d'un plan d'action.

Entreprendre une évaluation du paysage et une **analyse des risques**. La première étape consiste à effectuer une évaluation du contexte, afin de résumer les éléments-clés de la situation, tels que les facteurs sous-jacents, l'impact et les actions pertinentes pour l'engagement du réseau du secteur privé, puis à procéder à une analyse des risques pour prendre en compte les principaux risques en cas d'implication.

QUE FAIRE

Entreprendre une évaluation du paysage pour résumer le contexte en utilisant la **section 1** et une analyse des risques pour identifier les risques principaux en utilisant la **section 2**.

Déterminer si la participation du secteur privé est nécessaire. Un élément important du processus de décision pour les réseaux privés est la compréhension des domaines dans lesquels le réseau et ses sociétés membres possèdent une expertise, des capacités et des ressources particulières pouvant avoir un impact positif sur l'action humanitaire tout en tenant compte des différents impacts que peuvent avoir les entreprises locales, nationales et multinationales.

QUE FAIRE

Contactez les organismes gouvernementaux et organisations humanitaires pour identifier les principaux besoins auxquels le secteur privé peut contribuer, ainsi que les capacités et ressources des entreprises membres. Si vous n'êtes pas encore connecté à OCHA / PNUD, vous pouvez contacter le secrétariat de CBI.

Déterminer si la participation du secteur privé est bienvenue. Les gouvernements et les organisations humanitaires jouent un rôle de premier plan dans la préparation, la réponse et le relèvement en cas de catastrophe. Leur volonté de s'engager avec le secteur privé est un facteur déterminant. L'opinion des entreprises membres du réseau est également essentielle à la stratégie d'engagement. La compréhension des différentes perspectives de parties prenantes permettra d'identifier les activités nécessaires et viables.

QUE FAIRE

1. Solliciter les membres pour déterminer s'ils souhaitent un engagement du secteur privé et une action collective dans un contexte spécifique.
2. Développer un business case, afin d'identifier les avantages d'un engagement collectif et mettre en évidence les domaines dans lesquels le réseau obtient un résultat avant, pendant et après une catastrophe d'origine humaine (voir la **section 3**).
3. Contacter des représentants gouvernementaux afin de déterminer si la participation du secteur privé est souhaitée et possible dans un contexte spécifique.

4. Contacter OCHA ou le Coordonnateur résident des Nations Unies et demander si la participation du secteur privé est souhaitée et possible (voir la section 6 sur comment travailler avec le système humanitaire).
5. Communiquer les résultats aux parties prenantes.

Décider de la stratégie globale d'engagement collectif. À ce stade, le réseau du secteur privé examine son expérience, celle de ses sociétés membres ou celle d'autres réseaux membres de CBI pour commencer à élaborer sa stratégie d'engagement.

QUE FAIRE

Élaborer une stratégie d'engagement à la fois interne (développement de la capacité de réseau du secteur privé) et externe (fourniture de biens, de services, de compétences techniques et d'un soutien financier pour les segments d'impact). Voir la **section 4** pour plus de conseils.

Élaborer un plan d'action. L'étape suivante consiste à répertorier des domaines spécifiques et les activités concrètes du réseau en vue de lancer une action collective. Celles-ci peuvent inclure, entre autres, des formations de renforcement des capacités du secteur privé, des activités de sensibilisation et de plaidoyer.

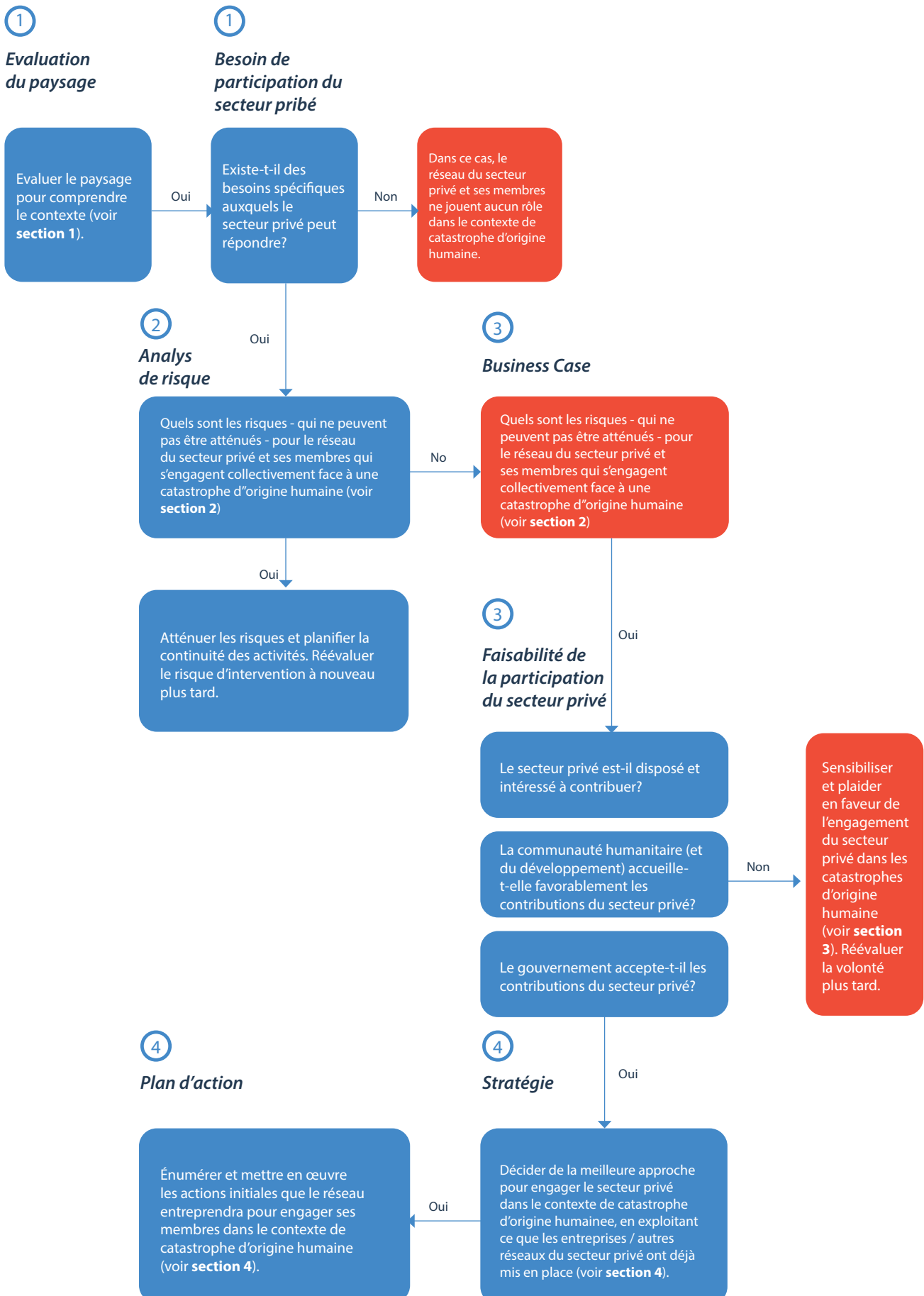
QUE FAIRE

1. Rédiger un plan qui aborde tous les aspects de la stratégie d'engagement collectif.
2. Présenter le projet de plan aux participants du secteur privé, gouvernement et à la communauté humanitaire et du développement afin de l'évaluer.
3. Tester les éléments-clés de la collaboration sur la base de divers scénarios pour valider la faisabilité du plan dans des circonstances difficiles et qui évoluent rapidement.
4. Demander des conseils et des ressources supplémentaires, le cas échéant.

Voir la **section 5** pour des instructions détaillées.



Résumé du flux de travail et arbre de décision pour comprendre le processus



1

Evaluation du paysage

COMMENT UTILISER CETTE SECTION

Avant une crise humanitaire: évaluer le contexte pour comprendre les facteurs sous-jacents, l'impact et les actions d'une éventuelle crise humanitaire. Ne pas oublier d'actualiser régulièrement l'évaluation du paysage à mesure que la situation évolue dans le pays.

Utilisez le modèle de cette section pour guider le processus. Un exemple d'évaluation du paysage par le réseau CBI en Turquie est disponible en ligne: www.connectingbusiness.org/turkey-landscape-assessment/

Le cadre d'évaluation du paysage présenté ci-dessous a été développé en examinant une variété de contextes et en extrayant des éléments communs et les attributs-clés qui permettent le mieux de définir et de comprendre l'environnement spécifique dans lequel aux réseaux du secteur privé opèrent.

Les catastrophes d'origine humaine signifient que l'environnement est rempli d'incertitudes et de facteurs de risque divers qui ont souvent un impact négatif sur les opérations, notamment sur la continuité des opérations, la valeur des actifs, l'accès aux marchés, la durabilité de la chaîne d'approvisionnement et la sécurité du personnel. Lorsqu'elles sont combinées à d'autres considérations telles que les complexités politiques et socio-économiques, les interventions humanitaires devront être évaluées avec plus d'attention afin de garantir que les entreprises gèrent avant tout leurs propres risques et ne contribuent pas négativement à la crise.

En plus de coordonner les efforts d'évaluation du secteur humanitaire, les réseaux CBI utilisent le cadre d'évaluation du paysage comme première étape ou base de référence pour définir une situation spécifique et identifier les risques, les opportunités et d'autres facteurs déterminant les paramètres d'une intervention collective du secteur privé. Cela dit, bien que des caractéristiques communes aient été mises en évidence, il est reconnu que chaque contexte de catastrophe d'origine humaine a ses propres caractéristiques et comporte son propre ensemble de nuances et de variables extrêmement difficiles à prendre

en compte dans une même typologie. Cela renforce d'autant plus la pertinence de la participation des réseaux CBI aux évaluations humanitaires.

S'il est important que les réseaux du secteur privé aident leurs membres à acquérir une bonne compréhension du contexte de crise dans lequel ils opèrent, il convient de noter que le cadre proposé est une évaluation de haut niveau, que les réseaux CBI peuvent utiliser ou explorer afin de contribuer à des évaluations plus larges par les organisations humanitaires au tout début d'une situation d'urgence, lorsque cela est faisable et bien accueilli.

L'**Aperçu des besoins humanitaires** des Nations Unies pour les pays touchés est un bon point de départ ([UN Humanitarian Needs Overview](#)). Le **Guide de base de l'évaluation des besoins humanitaires** ([Humanitarian Needs Assessment Good Enough Guide](#)) décrit deux types d'évaluations coordonnées:

1. **L'évaluation conjointe:** différentes organisations utilisent un outil et une méthodologie d'enquête pour collecter des informations et produire un seul ensemble de résultats; généralement utilisée dans des scénarios de catastrophe à déclenchement rapide/naturel.
2. **L'évaluation harmonisée:** différentes organisations collectent des informations à l'aide de divers outils d'enquête tout en partageant et en comparant leurs évaluations pour effectuer une analyse conjointe; généralement lors d'urgences complexes à plus long terme.



Le cadre d'évaluation du paysage consiste en un ensemble de huit éléments, chacun avec plusieurs variables, dans trois catégories:

- A. Facteurs sous-jacents à la crise
- B. Impact de la crise
- C. Actions en relation avec la crise

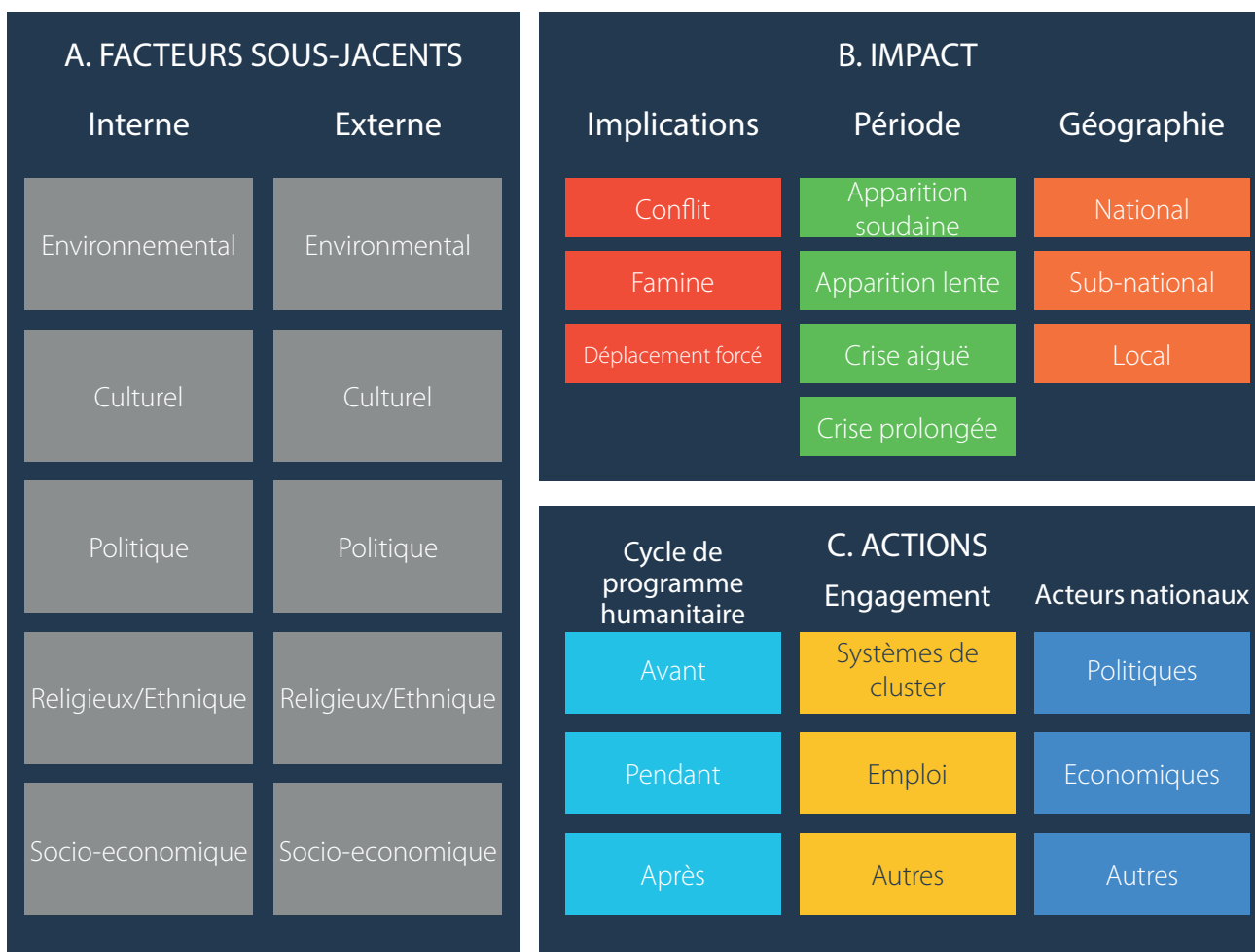
Ces éléments représentent les considérations-clés que les réseaux du secteur privé doivent prendre en compte lors d'une évaluation du paysage dans le contexte d'une catastrophe d'origine humaine. Ils aident

également à définir et à caractériser l'environnement dans lequel les réseaux fonctionnent. Les variables de ces éléments fournissent des détails supplémentaires et des options pour mieux comprendre le contexte. Le cadre d'évaluation dresse un tableau complet du contexte, y compris des causes, des contraintes et des caractéristiques.

Lors de la réalisation de cette évaluation du paysage, une bonne ressource pour trouver des réponses à une variété de questions présentées ci-dessous est le [humanitarian response info website](#).

Ce site regroupe diverses évaluations, rapports de situation et bulletins sur les interventions humanitaires dans le monde.

Cadre d'évaluation du paysage



L'illustration ci-dessus n'indique pas de relation de cause à effet ni de corrélation entre les différents éléments.



Tableau 2: Notes explicatives pour l'évaluation du paysage

Elément	Variables	Questions directrices et ressources
A: FACTEURS SOUS-JACENTS		
Raisons: Un large éventail de facteurs peuvent déclencher un risque d'origine humaine, tel qu'un conflit ou une urgence complexe. Les raisons fournissent un contexte à partir duquel les autres éléments de la structure de la typologie découlent. • Interne: Les facteurs d'instabilité apparaissent à l'intérieur des frontières du pays dans lequel le réseau fonctionne. Ceci est important car les facteurs internes perturbent davantage une économie (par exemple, la Syrie et le Yémen). • Externe: L'événement se produit en dehors des frontières du pays dans lequel le réseau fonctionne, mais des effets résiduels se font sentir (par exemple, afflux de personnes déplacées par force).	• Environnemental: Facteurs provoquant des tensions, tels que l'accès à l'eau. • Culturel: Attitudes envers les acteurs extérieurs et l'assistance • Politique: La capacité (ressources, infrastructure, capacité technique) du gouvernement national à faire face aux risques et aux implications des situations d'urgence complexes et des catastrophes d'origine humaine • Religieux/ethnique: Tensions associées au traitement des groupes ethniques/religieux • Socio-economique: Possible impact de la pauvreté et des inégalités.	• Les événements déclencheurs de l'urgence se produisent-ils à l'intérieur des frontières du pays? • Quels sont les principaux facteurs d'instabilité? • Existe-t-il des contraintes de ressources, telles que l'accès à l'eau ou des facteurs environnementaux limitant l'accès à la nourriture tels que la sécheresse? • La propriété foncière est-elle un problème? • Le gouvernement national est-il toujours intact? Le gouvernement dispose-t-il d'un ministère/bureau de gestion des catastrophes? • L'emploi et les moyens de subsistance de la population concernée sont-ils affectés négativement? • Des groupes particuliers sont-ils vulnérables ou exclus, ou particulièrement touchés? Les minorités religieuses jouissent-elles de droits et de libertés égaux? Au lieu d'effectuer une analyse de conflit/contexte pour déterminer les causes profondes des facteurs d'instabilité interne, les réseaux membres de CBI sont encouragés à s'associer aux évaluations du secteur humanitaire (see Outil 3 dans la section sur le travail avec le système humanitaire et/ou le site tools pour mener une analyse de conflit) et l'analyse des parties prenantes.



Elément	Variables	Questions directrices et ressources
B: IMPACT		
Implications: Les caractéristiques ou la manifestation spécifique de la situation dans un pays spécifique.	Bien que la liste complète des implications soit beaucoup plus longue, cette boîte à outil se concentrera sur trois domaines prioritaires. • Conflit • Famine • Déplacement forcé	• La violence et les conflits sont-ils les principales raisons de l'urgence? • Existe-t-il une pénurie de nourriture qui empêche les populations touchées d'avoir accès à suffisamment de nourriture? • D'importants groupes de personnes se déplacent-ils à l'intérieur des frontières du pays vers des zones sûres ou à l'extérieur en tant que réfugiés à la suite de la situation d'urgence? • Consulter les évaluations de l'ONU, telles que HNO et MIRA, qui ont peut-être déjà été réalisées. Suivre ce lien. • Consulter également le classement l'insécurité alimentaire sévère (Integrated Food Security Phase Classification) . Voir IPC ranking
Période de temps: Le calendrier examine à la fois le temps qu'il faut pour qu'une catastrophe se produise (par exemple, un tremblement de terre se déclenche soudainement mais la violence politique se manifeste souvent plus lentement) et le temps qu'il faudra pour résoudre la crise (une petite tempête tropicale peut être une crise aiguë et une guerre civile ou une sécheresse sévère sont plutôt des crises prolongées).	• Apparition soudaine: Peu d'avertissement; la crise est inattendue. Les réseaux du secteur privé comptent sur la formation préalable et les partenariats et liens existants. • Apparition lente: La crise n'émerge pas d'un événement singulier, mais se développe avec le temps. Les réseaux du secteur privé peuvent mieux s'y préparer, dans la mesure où des signaux d'alerte sont disponibles. • Crise aiguë: The crisis is small-scale and recovery will not take as much time. • Crise prolongée: La crise dure depuis plusieurs années. L'engagement des réseaux du secteur privé peut être à long terme et évoluer avec le temps.	• Plusieurs facteurs ont-ils conduit à un événement déclencheur? • L'urgence peut-elle être résolue en moins de six mois?



Élément	Variables	Questions directrices et ressources
C: ACTIONS		
Cycle de programme humanitaire: Le point sur le cycle de programme humanitaire où l'action est en cours.	• Avant: Activités qui anticipent et préparent à un danger probable ou imminent. Les gouvernements, la communauté humanitaire et le secteur privé peuvent mettre en place des politiques et des mécanismes qui permettent de déployer leurs ressources plus rapidement et efficacement en cas de crise. Cela inclut également des activités d'alerte rapide et de réduction des risques, ainsi que la planification de la continuité des activités. • Pendant: Assistance humanitaire pour sauver des vies et répondre aux besoins des personnes touchées. • Après: Après la réponse initiale, la phase où la situation est plus stable et où des activités à plus long terme sont initiées, menant à un retour à la normale ou à la stabilité après une catastrophe.	• Des activités humanitaires sont-elles prévues ou en cours? • Quelles sont les activités humanitaires vitales en cours? • Quelles sont les activités de récupération en cours?
Acteurs nationaux: Liste des acteurs ayant des intérêts dans la situation.	Il est important d'évaluer les différentes positions et intérêts de tous les acteurs affectés par la situation, positivement ou négativement, y compris: • Acteurs politiques, dont le gouvernement, les partis politiques et l'armée. • Acteurs économiques, y compris les groupes d'entreprises et les entrepreneurs individuels. • Autres acteurs nationaux importants, tels que milices, société civile, groupes ethniques, groupes confessionnels.	• Quels sont les facteurs politiques ayant contribué à la crise? • Quels sont les acteurs/institutions politiques importants dans la crise? • La zone touchée a-t-elle un impact sur des intérêts commerciaux majeurs de secteurs d'activité spécifiques (par exemple, fermeture des ports, interruption de la production de pétrole, exploitation minière?) Pour exemple et des informations complémentaires sur la manière d'évaluer les acteurs politiques et d'analyser les parties prenantes, voir: Political economy analysis guide par la Banque Mondiale/Water Aid.

2

Analyse de risque



COMMENT UTILISER CETTE SECTION

Avant une crise humanitaire: utiliser les résultats de l'évaluation du paysage pour identifier les principaux risques auxquels le réseau du secteur privé est confronté dans la formulation de sa stratégie d'action collective. Définir les stratégies d'atténuation selon les besoins.

Durant une crise humanitaire: vérifier et mettre à jour la cartographie des risques et les stratégies d'atténuation collectives en fonction des besoins, pour s'assurer que l'action collective du secteur privé est appropriée.

Pour établir une compréhension commune des principaux risques, consulter les membres du secteur privé, les gouvernements et les acteurs humanitaires.

Les risques sont un événement ou un facteur susceptible de nuire aux objectifs de l'organisation et d'affecter ou limiter sa capacité à réagir à une situation donnée. Le risque est la combinaison de la probabilité et de la gravité potentielle des conséquences d'un contexte. Dans tous les types de situations, il est possible que ces événements et leurs conséquences constituent des avantages et/ou des menaces pour le succès de l'entreprise.

La source du risque peut être interne à une organisation, par exemple la conduite du personnel, ou externe, telle qu'un événement politique. Dans le contexte de la boîte à outils, nous examinons spécifiquement les risques générés par des catastrophes d'origine humaine, car ils ont une incidence sur les actions collectives menées par les réseaux du secteur privé. L'objectif est d'identifier et de définir les principaux risques associés à un contexte spécifique.

Tableau 3: Identification des risques

Terminologie	Description
Source du risque	Un élément qui, seul ou en combinaison, a le potentiel intrinsèque de générer un risque. Une source de risque peut être tangible ou intangible.
Cause du risque	Une chose qui produit un effet, un résultat ou une condition. Dans ce cas, cela signifie la cause d'un événement.
Conséquence	Résultat d'un événement ayant une incidence sur les objectifs: • Résultat d'un événement ayant une incidence sur les objectifs: • Un événement peut avoir diverses conséquences. • Une conséquence peut être certaine ou incertaine et avoir des effets positifs ou négatifs sur les objectifs. • Les conséquences peuvent être exprimées qualitativement ou quantitativement. • Les conséquences initiales peuvent dégénérer.

Les catastrophes d'origine humaine comportent souvent une couche de risque supplémentaire qui dépasse celles généralement associées à la participation du secteur privé à la gestion des catastrophes naturelles. Fondée sur la recherche et les résultats d'ateliers CBI en Côte d'Ivoire, au Kenya et en Turquie, la boîte à outils présente des types de risques de haut niveau qui doivent être examinés par le réseau du secteur privé au moment où il commence à formuler sa stratégie d'engagement collectif:

- **Risque lié aux connaissances** – Les entités du secteur privé peuvent avoir besoin de mieux comprendre comment participer efficacement à la gestion des catastrophes d'origine humaine.
- **Risque lié aux capacités** – Les entités du secteur privé peuvent ne pas avoir les compétences, les processus, la main-d'œuvre ou les ressources nécessaires pour soutenir les activités requises lors d'une catastrophe d'origine humaine.
- **Risque de réputation** – Publicité négative associée à la perception d'un manque d'objectivité ou d'équité, à une exécution médiocre (par exemple, des bénéficiaires insatisfaits, des résultats faibles) ou à un manque d'action. Le risque de réputation peut résulter de divers facteurs internes et externes. Les facteurs externes pourraient inclure des campagnes spécifiques pour discréditer les actions du secteur privé.
- **Risque de durabilité** – Le secteur privé est enclin à proposer des solutions durables. Il s'appuie sur des modèles commerciaux qui couvrent les coûts et soutient les investissements à long terme. S'engager dans des environnements difficiles, tels que des situations d'urgence complexes, peut aller à l'encontre de ses pratiques d'affaires et orienter les ressources vers des domaines offrant des rendements limités. Le risque lié à la durabilité pèse sur la volonté du secteur privé de consacrer des ressources techniques et financières à une situation donnée.
- **Risque financier** – Le risque financier associé à la participation à une nouvelle entreprise (par exemple, un nouveau marché, un nouveau produit) pendant une catastrophe d'origine humaine est étroitement associé à la durabilité. Le manque de compréhension des défis (par exemple, la perte d'actifs) ou du coût de l'action contribue au risque financier perçu.
- **Risque lié à la réglementation** – La participation du secteur privé à la gestion des catastrophes d'origine humaine implique une coordination étroite avec le gouvernement et la communauté humanitaire. Dans certains cas, les activités du secteur privé conçues pour soutenir l'action humanitaire risquent de s'opposer aux pratiques réglementaires en vigueur (par exemple, une réduction des exigences *Know Your Customer* pour

les fournisseurs de services financiers effectuant des transferts d'argent à des fins humanitaires). Dans ce cas, la flexibilité réglementaire peut réduire le profil de risque. D'autre part, une réglementation en matière de protection des consommateurs peut être nécessaire pour lutter contre un monopole des prix et d'autres pratiques préjudiciables souvent répandues dans les situations d'urgence.

- **Risque concurrentiel** – La réticence des entités du secteur privé à partager des informations, des spécifications de produits et la propriété intellectuelle avec des concurrents afin de parvenir à des solutions collaboratives (par exemple, le partage de bases de données clients) peut imposer un risque concurrentiel à une entreprise individuelle et entraîner une perte de marché/une perte d'affaires.

Une fois que les principaux risques auxquels est confronté le secteur privé ont été identifiés, le réseau peut jouer un rôle dans l'élaboration de stratégies collectives visant directement le profil de risque. Les efforts d'atténuation peuvent inclure toute forme de combinaison de quatre approches-clés:

- **Évitement:** cesser les activités qui entraînent des risques.
- **Réduction:** prendre des mesures pour réduire la probabilité ou l'impact du risque.
- **Partage ou assurance / transfert de risque:** réduire le risque en partageant ou en transférant une partie du risque.
- **Acceptation:** accepter les risques sur la base d'une analyse coûts-avantages ou coût-efficacité.²¹

Pour établir une compréhension commune des principaux risques et garantir l'appropriation par les parties prenantes, le réseau peut décider de convoquer un atelier d'analyse des risques. Il peut contenir les éléments suivants:

- Présentation de l'évaluation du paysage (résumé) précédemment développée.
- Présentation des types de risque.
- Séances en groupes pour identifier les éléments de risque spécifiques (chaque groupe de discussion inclut des participants du secteur privé, du gouvernement et des organisations humanitaires) liés à la participation du secteur privé à la gestion de la catastrophe d'origine humaine/à la situation d'urgence complexe.
- Discussion de groupe sur les risques afin de les clarifier et de les hiérarchiser.
- Discussion de groupe sur les implications des risques identifiés pour le réseau du secteur privé.

Les risques peuvent être analysés selon le modèle ci-dessous.

Modèle d'analyse des risques

Catégorie de risque	Details	Impact	Probabilité	Atténuation
Risque lié aux connaissances	Fournir des détails spécifiques sur les risques, notamment des informations sur la situation, les parties prenantes et les vulnérabilités.	Fournir une estimation de l'impact sur le réseau ou l'organisation en utilisant une échelle de 1 à 5 (5 étant un impact élevé).	Fournir une estimation de la probabilité que le risque se produise en utilisant une échelle de 1 à 5 (5 étant une probabilité élevée).	Fournir une approche d'atténuation initiale (éviter, réduire, partager ou transférer, acceptation).
Risque lié aux capacités				
Risque opérationnel				
Risque de réputation				
Risque de durabilité				
Risque financier				
Risque lié à la réglementation				
Risque concurrentiel				
Autre				

3

Business case pour l'engagement collectif du secteur privé dans les catastrophes d'origine humaine

COMMENT UTILISER CETTE SECTION

Avant une crise humanitaire: déterminer le business case (justification globale) de la participation du secteur privé à la gestion des catastrophes d'origine humaine.

Pendant une crise humanitaire: affiner le dossier commercial en fonction des spécifications de la crise.

- Utiliser les messages clés de cette section pour sensibiliser et plaider en faveur de la participation du secteur privé à la gestion des catastrophes d'origine humaine.
- Utiliser/adapter les outils (**section 5**) sur la sensibilisation du secteur privé.

Les besoins humanitaires croissants dus aux conflits et aux catastrophes naturelles dépassent la capacité de réponse des acteurs de l'aide traditionnels: environ 201 millions de personnes ont eu besoin d'aide humanitaire internationale en 2017, soit une augmentation de 22% par rapport à 2016, tandis que les financements humanitaires internationaux n'ont augmenté que de 3% à 27,3 milliards de dollars américains sur la même période.⁶

Les gouvernements ont la responsabilité première de prévenir et de répondre aux besoins humanitaires. Toutefois, les entreprises ont un rôle essentiel à jouer pour combler le fossé grandissant que les acteurs de l'aide humanitaire ne peuvent pas traiter.⁷ Cela est particulièrement évident dans la gestion des risques naturels tels que les inondations et les tremblements de terre, où les entreprises ont l'habitude de fournir des compétences, des actifs et des contributions financières, individuellement et collectivement pour se préparer et atténuer leurs impacts.⁸ Cependant, les conflits et la violence sont les principaux moteurs des besoins humanitaires dans le monde.⁹ Par exemple, le nombre total de personnes déplacées par force a augmenté pour la sixième année consécutive pour atteindre environ 68,5

millions de personnes en 2017. Les conflits civils de plus en plus internationalisés, notamment en Syrie, au Sud Soudan et au Yémen, ont des répercussions sur leurs voisins..¹⁰

Le secteur privé - tant local que mondial - a tendance à être moins impliqué dans la gestion des catastrophes d'origine humaine, y compris les situations d'urgence complexes. Cela est dû à:¹¹

- des risques et incertitudes plus élevés concernant les opérations commerciales;
- les entreprises s'attendent à ce que les gouvernements ou acteurs humanitaires interviennent;
- un manque de compréhension de l'environnement et de ce qui est nécessaire; et
- une incertitude sur la façon de s'engager.

Les réseaux du secteur privé peuvent toutefois présenter à leurs membres les principales raisons pour lesquelles les entreprises peuvent s'engager collectivement dans la gestion des catastrophes d'origine humaine, comme indiqué ci-dessous.

6. ODI (2014): Humanitarian crises, preparedness and response: the role of business and the private sector. London: ODI

7. OCHA (2017): World Humanitarian Data and Trends 2017. New York: OCHA

8. OECD DAC (2018): States of Fragility report. Paris: OECD

9. Ibid, p.13; CBI country workshop in Kenya; research interviews with CBI member networks

10. World Economic Forum (2016), Industry Agenda: Responsible private sector action to address fragility, conflict and violence. Geneva: WEF

11. ODI (2014): Humanitarian crises, preparedness and response: the role of business and the private sector. London: ODI; World Economic Forum (2016), Industry Agenda: Responsible private sector action to address fragility, conflict and violence. Geneva: WEF

Les catastrophes d'origine humaine posent des risques pour les opérations commerciales

Selon le Forum économique mondial, les tensions géopolitiques et géoéconomiques entre les principales puissances mondiales s'intensifient. Il est probable que, par effet de contagion, les progrès collectifs sur d'autres défis mondiaux deviennent plus difficiles. En fait, 85% des décideurs qui ont répondu au sondage s'attendent à ce que 2019 implique davantage de risques d'affrontements politiques entre grandes puissances, 62% pensent que les conflits régionaux pourraient attirer des puissances majeures et 44% pensent qu'un conflit ou une incursion militaire entre États est susceptible de se produire.

Dans un tel contexte, entreprises du secteur privé doivent prendre conscience du business case, afin d'améliorer leur impact sur les sociétés dans lesquelles elles opèrent. Le secteur privé peut contribuer à promouvoir des sociétés stables, inclusives et prospères: les entreprises locales et multinationales peuvent jouer un rôle important en soutenant et en développant les économies locales et nationales et, ce faisant, en soutenant les efforts déployés par d'autres acteurs pour réduire la fragilité et les conflits.

Cela permet un **cercle vertueux** où les intérêts des entreprises et de la société s'alignent et se renforcent mutuellement, créant ainsi un environnement stable et prévisible: en revanche, l'instabilité et les conflits sont préjudiciables à la société et aux entreprises.

Toutefois, il est souvent difficile de décider si et comment les entreprises doivent participer à la gestion des catastrophes causées par l'être humain, que ce soit en tant qu'entreprises internationales envisageant leur implication ou en tant qu'entreprises locales intégrées dans l'économie et la société locales. Les entreprises estiment que les risques et les conséquences néfastes pour l'entreprise et la société sont plus grands dans de telles situations de conflit et d'instabilité que dans la gestion des catastrophes dites naturelles.¹²

Les risques pour les entreprises sont incertains et évoluent rapidement, pouvant inclure les éléments suivants:¹³

- **Finances** – Perte potentielle d'actifs en raison de l'insécurité, risque accru de défaillance de l'entreprise.

- **Operations** – Perturbation des chaînes d'approvisionnement, accès au marché, mobilité et sécurité du personnel.
- **Réputation** – Publicité défavorable due à une association avec des forces politiques ou militaires perçues négativement.
- **Réglementation** – L'absence de réglementation ou la mise en œuvre incohérente de la réglementation peut réduire les occasions d'affaires et accroître l'incertitude.

Cependant, le risque de ne rien faire; en d'autres termes, de ne pas tenter de prévenir ou d'atténuer les conséquences des catastrophes d'origine humaine, expose les entreprises à une instabilité encore plus profonde ou prolongée et peut les exposer à tout ou partie des risques décrits ci-dessus.

Les entreprises ont la possibilité d'évaluer de quelle manière elles peuvent contribuer à l'engagement humanitaire face à une crise potentielle ou réelle par le biais de la préparation et/ou de la réponse. Mais elles doivent le faire de manière à ne pas nuire aux communautés concernées, ni exploiter des personnes vulnérables^{14,15} et, ce faisant, d'éviter un effet négatif sur la situation, que ce soit intentionnellement ou par inadvertance, par exemple en prolongeant le conflit.¹⁶

Un engagement collectif réduit les risques et a un impact positif

Une action collective de la part des réseaux du secteur privé peut atténuer les risques associés à la gestion des catastrophes d'origine humaine. Une action collective peut également renforcer la contribution des entreprises à travers leurs activités commerciales et de leur engagement humanitaire. Les avantages spécifiques de l'action collective du secteur privé lors de catastrophes causées par l'être humain incluent:¹⁷

Voix collective – Les réseaux d'entreprises peuvent présenter un point de vue commercial unifié auprès des autorités responsables, par exemple sur la réduction de l'impact des conflits en veillant à ce que les installations clés des activités commerciales et humanitaires restent ouvertes (par exemple, les ports et les routes), ou sur l'engagement dans la consolidation de la paix et la gestion des conflits.¹⁸ Elles peuvent également fournir aux organisations humanitaires des informations sur les

12. Ibid, p.13; CBI country workshop in Kenya; research interviews with CBI member network; WEF (2019) The Global Risks Report (www.weforum.org/reports/the-global-risks-report-2019). See Section 4 for more detailed discussion of risks

13. The principle of 'Do No Harm' has its roots in the medical profession and is an ethical approach whereby the first priority is to avoid negative consequences, whether in treating patients, providing aid, or carrying out business activities. It is a key element of conflict sensitivity (www.conflictsensitivity.org) and has been widely adopted by humanitarian organizations and in frameworks such as the Core Humanitarian Standard on Quality and Accountability (corehumanitarianstandard.org)

14. For example in Sri Lanka, private sector water suppliers changed the location of water tankers to reduce the personal security risks to women having to walk long distances in IDP camp (source: CBI member network, A-PAD Sri Lanka)

15. For example, poor natural resource governance has often led to corruption or conflict (EITI 2016 Progress Report. Oslo: EITI); UN Global Compact/PRI (2010), Guidance on Responsible Business in Conflict-affected and High-risk areas. New York: UN.

16. Discussions at the CBI workshops in Côte d'Ivoire, Kenya and Turkey; literature review

17. Ibid, page 21, interviews with CBI member networks and other experts in country workshops in Côte d'Ivoire, Kenya and Turkey

18. Risk in humanitarian action: towards a common approach? http://www.who.int/hac/techguidance/tools/risk_in_humanitarian_action.pdf. Geneva: WHO; Disaster Risk Reduction: Good Practice Review, Twigg 2015 <http://goodpracticereview.org/drr>, London: HPN

capacités du secteur privé. Les réseaux peuvent aussi établir des liens avec les structures de coordination humanitaire et accéder aux opportunités d'achat.

- **Meilleur impact** – Les contributions individuelles des entreprises peuvent être agrégées et mises à l'échelle, pour obtenir un impact plus important. L'agrégation favorise également une plus grande participation des petites et moyennes entreprises (PME).
- **Duplication réduite** – La coordination des réseaux du secteur privé réduit le risque de duplication des efforts ou de lacunes, lorsque les ressources sont rares face à des besoins immédiats dans un contexte changeant rapidement. Cela permet d'encourager l'utilisation de plates-formes partagées (bases de données, communications entre clusters, etc.) afin de réduire les coûts de diffusion et d'augmenter la vitesse de diffusion.
- **Participation locale** – Les réseaux du secteur privé sont bien placés pour cartographier et coordonner l'utilisation des ressources locales par les organisations humanitaires et les entreprises. L'utilisation d'entités locales est plus rentable et rapide, tout en ayant l'avantage d'apporter des bénéfices durables à l'économie locale. Les PME en particulier peuvent stimuler l'économie locale et ont un effet multiplicateur en créant des emplois et achetant des stocks localement, ce qui a des répercussions sur la stabilité de la région touchée. Les PME sont davantage intéressées à consolider la paix, car elles sont en première ligne et utilisent de la main-d'œuvre locale, tout en étant plus proches des gouvernements nationaux et locaux.
- **Information précise** – Les réseaux du secteur privé servent de référence pour les informations les plus récentes sur les capacités et les ressources du secteur privé avant ou pendant une intervention. Leur membres au niveau local peuvent fournir des informations précises sur la situation, contribuant à une réponse effective du gouvernement et des agences humanitaires et à la mobilisation de ressources (par exemple pour la logistique). Ce faisant, entreprises comprennent et évaluent mieux le niveau de risque et d'incertitude associé au contexte de catastrophe, ce qui se traduit par de meilleures

décisions commerciales et une moindre exposition au risque.

- **Point focal** – Les réseaux du secteur privé peuvent fournir un point d'entrée clair et simple qui évite aux entreprises individuelles de naviguer dans la complexité du système humanitaire. Cela améliore le temps de réponse, élargit la participation, et évite de submerger une capacité limitée lors d'une crise aiguë. Les réseaux peuvent jouer un rôle d'intermédiaire entre la communauté humanitaire et le secteur privé, apportant des économies d'échelle et une sensibilisation sur les opportunités d'engagement ou les appels d'offres.
- **Atténuation des risques et résilience des entreprises** – Un engagement collectif aide les entreprises à comprendre l'environnement à haut risque des urgences complexes et contribue à des mesures communes en faveur de la résilience et de la durabilité des opérations. Les mesures de résilience incluent l'usage des capacités et des ressources des entreprises, la formation pour identifier les risques et se préparer aux crises et la mise en place de plans de continuité des activités.
- **Innovation** – Le secteur privé peut promouvoir l'innovation et partager les défis, leçons apprises et bonnes pratiques avec différents types d'acteurs et de réseaux dans des secteurs ayant des aspects communs, par exemple comment répondre aux déplacements forcés de populations, ou les transferts d'espèces en environnement non sécurisé. Le réseau membre de CBI aux Philippines, Philippine Disaster Resilience Foundation (PDRF), a ouvert en 2017 un Centre d'opérations d'urgence géré par le secteur privé - premier dans le monde - qui coordonne la réponse aux désastres naturels tout comme aux urgences complexes si besoin. Au Kenya, le réseau membre de CBI, Humanitarian Private Sector Partnership Platform (HPPPP) a étudié les leçons apprises par des entreprises opérant dans des marchés à hauts risques comme le Sud Soudan, où elles fournissent des services aux agences humanitaires. Le réseau a également travaillé sur la préparation aux crises notamment en anticipant la violence post-électorale et en participant aux efforts de paix par l'envoi de messages d'alertes aux communautés du Kenya.



Mécanismes localisés de coordination: Comité consultatif d'assistance humanitaire au Sri Lanka

Alors que le conflit interne au Sri Lanka s'intensifiait, le gouvernement a mis en place le Comité consultatif sur l'aide humanitaire, composé de représentants du gouvernement, de l'ONU, du CICR, de la communauté diplomatique, des donateurs et des agences humanitaires. Le gouvernement comprenait le Ministère de la gestion des catastrophes et des droits humains, le Ministère de la défense et le Ministère des affaires étrangères, le Secrétariat chargé de la coordination du processus de paix et le Commissaire général aux services essentiels et l'armée. Les réunions bimensuelles ont débuté en octobre 2006 et se sont poursuivies jusqu'à la fin de la guerre civile en mai 2009. Aucun des mécanismes de coordination humanitaire existants jusqu'à présent n'a été couronné de succès avant la mise en place du comité. Problèmes liés à l'accès, à l'assistance humanitaire, aux droits humains, à l'accès des personnes déplacées dans les zones contrôlées par des acteurs non étatiques, à la fourniture d'aliments et de médicaments essentiels, à l'évacuation des blessés, des malades, des enfants et des femmes, à la sécurité des civils, au respect des règles de engagement, et les principes humanitaires ont tous été discutés lors de ces réunions. Bien que l'environnement ait été difficile, il a fourni un espace pour la délibération, l'échange de préoccupations et la réponse collective coordonnée.

Source: Interview avec Firzan Hashim, Directeur Pays, Asia Pacific Alliance for Disaster Management Sri Lanka

Ukraine: le potentiel des réseaux du secteur privé

Lorsque la crise en Crimée a commencé en 2014, le plus grand conglomérat industriel d'Ukraine, System Capital Management (SCM), a commencé à fournir une aide par le biais de leur fondation. À mesure que le conflit s'intensifiait et que le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays s'élevait à 1,5 million, l'ampleur des besoins était trop vaste pour que la fondation puisse y faire face. SCM a décidé de commencer à tirer parti de ses ressources commerciales pour soutenir l'action humanitaire dans et autour de la zone de conflit. Il a aidé à faciliter le mouvement en toute sécurité des populations déplacées, organisé 100 000 colis de vivres par semaine dans la zone touchée, fourni des services de conseil psychologique et soutenu les organisations humanitaires avec sa flotte de transport. Le SCM a coordonné ses efforts avec la communauté humanitaire dans son ensemble lors de réunions de groupes, tout en affirmant qu'il aurait été plus efficace si un organe organisateur entre secteur privé et le système des Nations Unies tel que CBI avait fourni des orientations dès le début.

Source: Interview avec Jock Mendoza-Wilson, Directeur d'International and Investor Relations, System Capital Management

4

Stratégie d'engagement et plan d'action

COMMENT UTILISER CETTE SECTION:

Avant une crise humanitaire: sur la base des résultats de l'évaluation du paysage et de l'analyse des risques, développer une stratégie d'engagement collectif et un plan d'action pour exploiter et développer les capacités et la résilience du réseau du secteur privé et de ses membres. Centrer les activités sur la préparation humanitaire et la planification de la continuité des activités.

Pendant une crise humanitaire: sur la base des résultats de l'évaluation du paysage et de l'analyse des risques, développer une stratégie d'engagement collectif et un plan d'action pour soutenir les efforts d'intervention humanitaire.

Après une crise humanitaire: évaluer les mesures prises et réviser les stratégies nécessaires pour améliorer les performances. Si possible, engager des efforts de redressement et de reconstruction.

Inviter les parties prenantes à réfléchir à la stratégie d'engagement et au plan d'action en utilisant les modèles de cette section pour vous aider à définir clairement les objectifs internes et externes avec des résultats mesurables.

A: Développer la stratégie interne

La stratégie interne doit être axée sur l'élaboration d'objectifs visant à exploiter et à développer les capacités du réseau du secteur privé, en analysant les éléments suivants:

1. Comprendre les capacités et les besoins existants des participants du secteur privé.
2. Identifier les domaines de besoins communs qui bénéficieraient d'un engagement collectif du réseau du secteur privé.
3. Auto-évaluation des ressources et capacités du réseau du secteur privé.
4. Examen des ressources supplémentaires mises à la disposition du réseau du secteur privé pour soutenir le développement de programmes et les initiatives d'action collective.
5. Harmonisation des initiatives potentielles avec la stratégie globale de réseau du secteur privé.
6. Identifier, présenter, développer et séquencer un premier ensemble d'activités internes.

Les réseaux du secteur privé peuvent utiliser diverses techniques pour traiter les six points énumérés ci-dessus, notamment les réunions de groupe, les réunions bilatérales, les enquêtes et les ateliers. L'élaboration d'une stratégie de ce type ne peut se faire en vase clos. Plus le réseau du secteur privé engage ses participants, plus la stratégie sera acceptée, ce qui accroît les chances de succès.



Exemple d'objectif stratégique interne

Objectif stratégique #1 (interne): améliorer la capacité des PME à soutenir les activités de secours en cas d'urgence complexe en comprenant mieux les risques et les opportunités.

Résultats mesurables: nombre de PME ayant participé à des ateliers de sensibilisation, d'analyse de paysage et / ou d'analyse de risque. Nombre de PME ayant mis en place des plans de continuité des activités pour pouvoir continuer à fonctionner en cas de crise humanitaire provoquée par l'être.

B: Développer la stratégie externe

La stratégie externe est conçue pour informer et engager le gouvernement et la communauté humanitaire sur les capacités et la motivation du secteur privé pour soutenir les activités humanitaires lors d'une catastrophe d'origine humaine. Les contributions du secteur privé peuvent inclure, entre autres, la fourniture de biens, de services, d'une expertise technique et d'un soutien financier.

Le processus d'élaboration des objectifs de la stratégie ciblant de l'extérieur doivent prendre en compte au moins les approches suivantes:

1. Interaction avec le gouvernement et les organisations humanitaires.
2. Sensibilisation aux besoins gouvernementaux / humanitaires et aux forces et faiblesses du secteur privé.
3. Mécanismes d'action collective (par exemple, participation de groupes).
4. Alignement des initiatives potentielles sur les besoins humanitaires explicites.
5. Identifier, présenter, développer et séquencer un premier ensemble d'activités externes.
6. L'élaboration de la stratégie externe exigera des réseaux du secteur privé qu'ils s'engagent activement avec les gouvernements et la communauté humanitaire et établissent des relations avec des organisations et des personnes clés.

Exemple d'objectif stratégique externe

But stratégique #1 (externe): Établir et maintenir une relation et une compréhension commune avec une organisation gouvernementale responsable de la gestion des urgences.

Résultats mesurables: Établir (si possible) un protocole d'accord avec l'organisation de gestion des urgences du gouvernement, décrivant les points de contact, les protocoles de participation et les domaines d'intervention.

C: De la stratégie d'engagement au plan d'action

Pour transformer la stratégie en un plan d'action concret, il est nécessaire d'identifier et de développer des activités spécifiques. Comme indiqué ci-dessus, le réseau du secteur privé doit avoir une idée des activités qui auraient le plus d'impact sur ses participants et des activités qui correspondent le mieux aux priorités des membres en matière de gestion des catastrophes causées par l'être humain telles que les urgences complexes. Comme dans le cas de l'évaluation du paysage, il est également important de revoir ou de surveiller et de mettre à jour régulièrement le plan d'action pour en assurer la pertinence.

Le tableau ci-dessous fournit quelques exemples d'activités que les réseaux peuvent envisager, en fonction du contexte dans lequel ils opèrent.

Exemple de besoin identifié	Activités suggérées <i>avant</i> une catastrophe d'origine humaine	Activités suggérées <i>durant</i> une catastrophe d'origine humaine	Activités suggérées <i>après</i> une catastrophe d'origine humaine
<i>Existe-t-il des lacunes dans les connaissances et / ou la capacité du secteur privé à engager une action humanitaire pour faire face aux catastrophes causées par l'homme?</i>	<i>Se concentrer sur les activités de renforcement des capacités et organiser des formations, par exemple le système et les principes humanitaires; promouvoir les contributions du secteur privé au maintien de la paix.</i>		<i>Se concentrer sur les activités de renforcement des capacités et organiser des ateliers pour partager les bonnes pratiques et les leçons apprises.</i>
<i>Le gouvernement et / ou la communauté humanitaire sont-ils ouverts au secteur privé sans toutefois connaître sa possible contribution?</i>	<i>Plaider en faveur de l'engagement du secteur privé, faciliter les partenariats, promouvoir les opportunités d'achat.</i>		<i>Plaider en faveur de l'engagement du secteur privé, faciliter les partenariats, promouvoir les opportunités d'achat.</i>
<i>Le secteur privé peut-il apporter une contribution importante (financière ou en nature) à la gestion des catastrophes d'origine humaine?</i>	<i>Identifier les ressources et les capacités potentielles du secteur privé.</i>	<i>Coordonner les contributions du secteur privé pour soutenir les efforts de réponse humanitaire.</i>	<i>Mettre à jour la cartographie et viser à renforcer la participation / contribution du secteur privé, en particulier pour combler les lacunes identifiées.</i>

Pour chaque activité potentielle, le réseau du secteur privé peut proposer un résumé de l'activité. Lors de l'élaboration des résumés, les réseaux utilisent les ressources fournies dans cette boîte à outils ainsi que d'autres ressources identifiées dans la Section 6

Un exemple d'engagement de réseau du secteur privé

Après la fin du conflit du siège de la ville de Marawi en 2017, le réseau membre de CBI aux Philippines, le **PDRF** soutenu par le soutien l'USAID, a aidé le gouvernement des Philippines et les membres de la Chambre de commerce locale à organiser des foires de l'emploi. Les entreprises participant aux foires étaient principalement des PME locales intéressées à soutenir l'autonomisation économique de la population touchée. PDRF a soutenu la conception et la mise en œuvre des salons de l'emploi.

Source: Rene Meily, Président, Philippine Disaster Resilience Foundation (PDRF)

En outre, le réseau peut dialoguer avec des participants sélectionnés et d'autres experts humanitaires ayant une expérience de la conception et de la mise en œuvre de programmes spécifiques.

Le Guide de base du réseau CBI ou *Network Foundation Guide* (disponible en anglais) fournit également un modèle et un exemple de plan de travail utiles.

Résumé d'activité #1				
Objectif	Étapes-clés	Entité responsable	Date de début	Date de livraison
Entrer le résumé de l'objectif de la stratégie	1. Lister les étapes-pour développer et programmer les activités et valider le contenu 2. Lister les résultats	Énumérer les entités et les individus responsables	(date)	(date)
Identifier les principaux défis associés au développement et à l'exécution de l'activité spécifique				
Mesures			Ressources	
Développer des mesures quantitatives et qualitatives alignée à l'objectif stratégique (ex. nombre d'entreprises concernées)			- Exigences de qualité du contenu - Planification des ressources (\$ ou staff) - Ressources allouées (\$ ou staff)	

Une fois que les résumés d'activités sont terminés pour l'ensemble initial d'activités, le réseau du secteur privé doit les examiner collectivement et développer un portefeuille d'activités à court terme qu'il espère réaliser au cours des 6 à 18 prochains mois. Il convient de noter que les activités peuvent inclure des projets de recherche fournissant des informations de base pouvant ensuite être transformées en une activité soutenant directement une action collective. Le tableau ci-dessous présente une liste indicative d'activités susceptibles de constituer un plan d'action pour un réseau du secteur privé.

Tableau 4: Plan d'action des activités du réseau du secteur privé – suggestions indicatives

Activité	Objectif
1. Évaluation des participants	- Déterminer les capacités et les faiblesses des participants du secteur privé - Développer un référentiel des capacités et des ressources de l'entreprise - Déterminer la proximité / présence d'entreprises dans les zones (potentiellement) touchées
2. Séminaire d'évaluation du paysage et des risques	- Établir une compréhension commune du contexte de catastrophe d'origine humaine - Identifier le risque d'engagement perçu du point de vue de l'entreprise
3. Séminaire de sensibilisation	- Transmettre les opportunités et les défis associés à l'engagement collectif dans des catastrophes d'origine humaine telles que des situations d'urgence complexes - Discuter de l'importance de l'engagement du secteur privé
4. Formation à la planification de la continuité des activités	- Transmettre l'importance de la résilience opérationnelle à l'entreprise et à la communauté - Fournir des conseils sur la façon de développer et de tester un plan de continuité des activités



Activité	Objectif
5. Campagne de sensibilisation des PME	• Transmettre une proposition de valeur pour l'engagement auprès des PME • Recruter activement des PME pour qu'elles rejoignent le réseau du secteur privé et participent à des activités d'engagement collectif
6. Construction de scénarios et exercices	• Établir une liste de pire scénario(s) • Encourager les entités du secteur privé à travailler ensemble et à établir des partenariats et des protocoles qui seraient activés en cas d'urgence • Tester les plans et les processus afin de les pratiquer et les améliorer
7. Partenariat public-privé	• Établir des partenariats et des accords formels avant la crise qui seront activés en cas d'urgence
8. Plaidoyer	• En cas de crise prolongée, envoyer des messages de paix ou plaider auprès des autorités sur l'accès de l'aide humanitaire

Le réseau du secteur privé peut utiliser ou adapter le modèle ci-dessous pour décrire la stratégie globale d'engagement et le plan d'action. Des activités supplémentaires peuvent être ajoutées à tout moment. À mesure que les réseaux acquièrent de l'expérience, les estimations des ressources et du temps de développement peuvent être ajustées pour refléter de nouvelles informations.

Modèle de stratégie d'engagement du réseau et de plan d'action

Objectifs	Approches	Activités	Status
Interne			
Comprendre les capacités des participants	• Enquêtes • Auto-évaluations	Identifier et documenter les activités spécifiques que le réseau du secteur privé compte utiliser pour atteindre ses objectifs. Le cas échéant, indiquer l'approche que le réseau utilisera pour exécuter les éléments de stratégie et nommer partie responsable.	Cette colonne doit être utilisée pour capturer le statut de l'activité, y compris la date de début / la date de fin.
Identifier les besoins communs	• Enquêtes • Séminaires		
Cartographie des capacités et des ressources	• Obtenir des engagements des participants • Tirer parti de l'expertise de la communauté CBI et des informations contenues dans cette boîte à outils • Rechercher le soutien des donateurs		
Aligner les initiatives sur la stratégie globale du réseau	• Mettre en place un groupe de travail au sein du réseau du secteur privé		
Présenter les initiatives internes aux participants	• Bulletin • Médias sociaux • Autres mécanismes de sensibilisation		



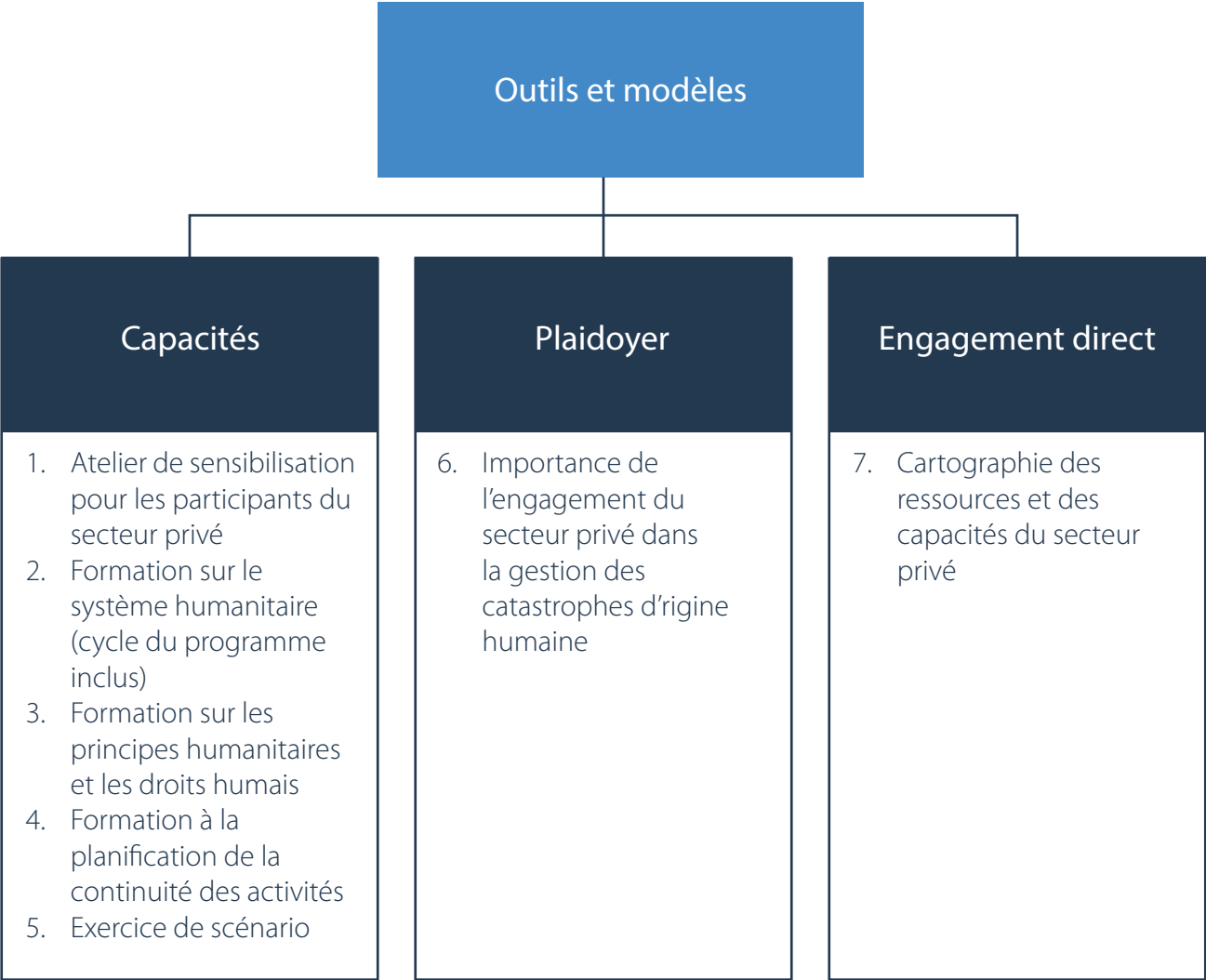
Objectifs	Approches	Activités	Status
Externe			
Établir des relations avec le gouvernement et les organisations humanitaires	- Assister à des conférences et des ateliers - Utiliser les connexions des participants - Tirer parti des relations du Secrétariat CBI		
Comprendre les besoins gouvernementaux / humanitaires et les modèles opérationnels	- Organiser/participer à une formation de sensibilisation - Organiser des réunions bilatérales avec des organisations clés		
Plaider en faveur de l'engagement du secteur privé et mettre en évidence les ressources et les capacités du secteur privé	- Développer un dossier d'information - Faire de la sensibilisation		
Développer des mécanismes d'action collective	- Mettre en place un groupe de travail - Développer des programmes d'activités		
Présenter les initiatives externes aux participants	- Bulletin - Médias sociaux - Site Internet CBI (global) - Autres mécanismes de sensibilisation		

5 Exemples d'outils et de modèles

COMMENT UTILISER CETTE SECTION:

Mettre en œuvre le plan d'action élaboré pour soutenir la participation du secteur privé dans la gestion de catastrophes d'origine humaine.

Utiliser les outils et les modèles de cette section pour vous guider dans la planification et l'organisation d'activités concrètes. Le diagramme ci-dessous indique les trois grandes catégories d'activités, en notant que celles-ci ne sont que des suggestions.



EXEMPLE D'OUTIL 1:

Atelier de sensibilisation pour les participants du secteur privé

Un point de départ efficace pour qu'un réseau du secteur privé entame un processus d'engagement collectif consiste à élaborer et organiser un atelier avec des participants du secteur privé qui définit les catastrophes d'origine humaine, décrit les risques et les opportunités associés à l'engagement, et surtout met en évidence le business case d'un engagement potentiel. L'atelier doit inclure des parties prenantes du secteur privé, de la communauté humanitaire et du développement, du gouvernement et de la société civile et/ou ONG.

Objectifs

- Définir les catastrophes d'origine humaine dans le contexte (pays / région) en question.
- Explorer le rôle du secteur privé dans ce contexte.
- Discuter des risques et des opportunités associés à l'engagement du secteur privé, y compris le business case de l'engagement.
- Souligner les bonnes pratiques existantes et partager les leçons apprises.

Thème potentiels

L'atelier peut explorer les thèmes potentiels suivants dans un contexte de catastrophe d'origine humaine:

- Raisons et incitations à la participation du secteur privé.
- Intégrer ou aligner l'engagement des entreprises dans l'action humanitaire avec le lexique et le mouvement de développement durable au sens large.
- Approches sectorielles et exemples (télécommunications, logistique, eau, distribution, par exemple).
- Sensibilisation du secteur privé aux facteurs sous-jacents, aux impacts et aux actions (potentielles).

- Importance et pertinence des principes humanitaires et de leur incidence sur les partenariats public-privé.
- Risques, approches d'atténuation et opportunités pour la participation du secteur privé.
- Relation locales et internationales entre les entités du secteur privé, y compris les rôles, les communications, la sensibilisation et la gouvernance.
- Techniques permettant de renforcer les liens entre a) les entreprises locales et internationales b) les entreprises et les acteurs du développement humanitaire et c) les entreprises et le gouvernement.
- Comprendre les liens entre le secteur privé et les approches fondées sur le marché lors de catastrophes d'origine humaine.
- Rôle et gouvernance du réseau du secteur privé dans un contexte humanitaire.
- Compréhension par la communauté humanitaire des capacités des réseaux du secteur privé et des méthodes d'engagement.

Contenu de l'atelier

L'atelier fournira des informations aux participants dans les domaines suivants:

- Vue d'ensemble de l'engagement du secteur privé dans la gestion des catastrophes d'origine humaine.
- Tendances récentes et exemples de participation du secteur privé.
- Mini étude de cas sur les meilleures pratiques - exemple de la Philippine Disaster Resilience Foundation (PDRF).
- Méthodes de coordination et de collaboration avec le gouvernement et la communauté humanitaire.
- Résumé des ressources disponibles dans le secteur privé.

OUTIL 2:

Importance de l'engagement du secteur privé dans les catastrophes d'origine humaine

Proposition de valeur du secteur privé – exemple de pitch

Nos membres du secteur privé ont un intérêt moral et économique à soutenir la communauté touchée. Nous avons les ressources, l'expérience, les compétences et la motivation pour être un élément clé de votre programme. En tant que réseau d'entreprises, nous apportons la force et les ressources collectives de plus de [NOMBRE] entités possédant une expertise dans un large éventail d'industries critiques. Pour soutenir les efforts humanitaires, nos sociétés membres ont, par exemple, [LISTE D'ACTIVITÉS HUMANITAIRES PRÉCÉDENTES / ACTUELLES].

Force du secteur privé

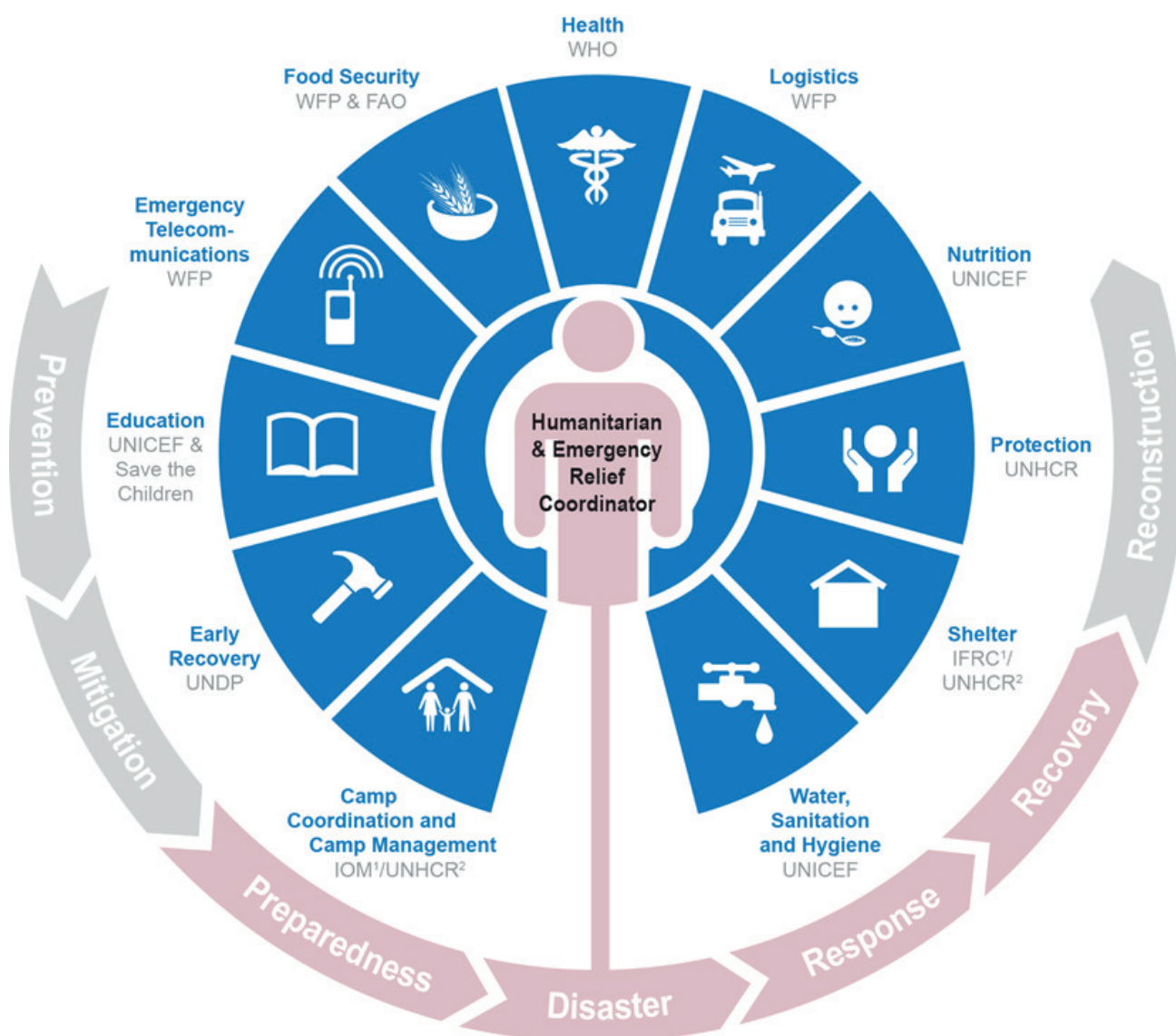
- Le secteur privé travaille avec communautés touchées et en a une compréhension profonde.
- Le secteur privé possède des compétences, une expertise, des technologies et de nouvelles approches pouvant être bénéfiques pour la communauté humanitaire.
- Le secteur privé a des partenariats et des relations qui peuvent surmonter les goulots d'étranglement et faire avancer les choses.
- Bien que les gouvernements assument la responsabilité première de l'aide humanitaire et de la planification, leurs ressources peuvent être limitées. Le secteur privé dispose de ressources financières et techniques importantes qui peuvent être mobilisées pour soutenir des initiatives gouvernementales et humanitaires clés.
- Le secteur privé a tout intérêt à la durabilité, car il est présent avant une crise et veut y rester longtemps après. Ils font souvent partie des premiers intervenants en cas de crise.
- Dans certains cas, le secteur privé a souvent la confiance et de respect des communautés touchées.

Avantage de l'action collective

- **Contribution agrégée** – Les contributions individuelles des entreprises peuvent être agrégées et mises à l'échelle, ce qui a un impact plus important. L'agrégation favorise également une plus grande participation des PME, ce qui est souvent un objectif stratégique du gouvernement.
- **Duplication réduite** – La coordination des réseaux du secteur privé réduit le risque de duplication des efforts ou de lacunes dans la couverture. Cela peut également encourager l'utilisation de plateformes et d'applications communes qui améliorent les économies d'échelle et réduisent le coût des prestations de services, en multipliant l'impact de la réponse gouvernementale et humanitaire.
- **Leadership et appropriation locale** – Les réseaux du secteur privé sont bien placés pour encourager l'utilisation des actifs et des ressources locaux. Ils fournissent un lien entre les besoins des organisations humanitaires et les capacités commerciales locales. Utiliser et responsabiliser les entités locales est généralement plus rentable que de faire participer des entités internationales et procure des avantages plus importants et plus durables pour l'économie locale.
- **Point focal** – Les réseaux du secteur privé constituent un point d'entrée clair et simple pour les activités humanitaires, et évitent aux entreprises de naviguer seules dans le contexte. Cela permet au gouvernement et aux organisations humanitaires d'identifier et d'utiliser plus facilement les capacités du secteur privé.

OUTIL 3: Formation sur la communauté humanitaire

Travailler avec le système humanitaire international peut être complexe, car il existe de nombreux organismes et points d'entrée différents selon les pays. En général, le système suit le cycle du programme humanitaire, résumé dans le diagramme ci-dessous (en anglais):



Un autre point de référence utile est le système de cluster qui, lorsqu'il est activé, aide la communauté humanitaire à coordonner la fourniture de l'aide. Les clusters sont des groupes d'organisations humanitaires, onusiennes ou non, qui couvrent les principaux secteurs de l'action humanitaire, tels que l'eau, les abris et la logistique. Certains réseaux membres de CBI se sont structurés en fonction du système de cluster et / ou en font partie. Cela leur permet de mieux coordonner les contributions du secteur privé dans les domaines critiques.

Check list pour travailler avec la communauté humanitaire

1. Avec l'aide du secrétariat CBI, identifiez les points d'entrée dans l'équipe pays de l'aide humanitaire (Coordination humanitaire ONU/ONG/Croix-Rouge).
2. Là où il y a des urgences humanitaires à grande échelle, il y a souvent un système de cluster en place. Les clusters sont des groupes d'organisations humanitaires (onusiennes ou non) travaillant dans les principaux secteurs de l'action humanitaire. Par exemple, la nourriture, la logistique, l'eau et l'assainissement, les abris, la santé, qui constituent un point de contact clair et sont responsables d'une aide humanitaire adéquate et appropriée. Chaque cluster est doté d'une agence cheffe de file, qui sert de contact principal et assure la coordination des activités humanitaires. Par exemple, le Programme alimentaire mondial (PAM) est l'agence cheffe de file en matière d'aide alimentaire, de logistique et de télécommunications d'urgence. Le système de clusters facilite le rapprochement de tous les acteurs concernés par un domaine spécifique. Il aide également l'ensemble de la communauté humanitaire à développer une compréhension commune
- des objectifs, des priorités et des mécanismes de responsabilisation. Pour plus d'informations sur les clusters par pays/crise, veuillez consulter <https://www.humanitarianresponse.info/>
3. En l'absence d'un système de cluster, il existe souvent des groupes de travail sectoriels qui peuvent être dirigés / présidés par des agences gouvernementales. Les mécanismes de coordination sectorielle d'urgence ou de gestion de crise dirigés par le gouvernement relèvent des organismes gouvernementaux désignés. La durée de vie de la coordination des secteurs d'urgence est définie par les politiques ou les déclarations du gouvernement. L'aide humanitaire internationale peut accroître les capacités nationales, étayées par les principes de l'approche multipays. Voir www.reliefweb.int pour accéder aux nouvelles humanitaires, aux évaluations des besoins et aux mises à jour sur la situation.
4. Si possible, participer aux réunions des clusters/ secteurs et partager les informations de contact et les rapports de situation/activités avec la communauté humanitaire via la base de données WWW (*Who What Where*), ReliefWeb/Coordination humanitaire et le Secrétariat CBI.
5. Si possible, participer à des évaluations conjointes des besoins avec la communauté humanitaire – voir <https://www.humanitarianresponse.info/programme-cycle/space/page/assessments-tools-guidance>
6. Consulter l'enregistrement du webinar CBI et la présentation intitulée *Introduction au système humanitaire*: <https://www.connectingbusiness.org/webinar-humintro-slides>
7. Reportez-vous aux outils sur les principes humanitaires (voir Outil 4) et les ressources de la Section 6.
8. Suivre le cours en ligne gratuit d'Harvard Humanitarian Initiative et HarvardX *Humanitarian Response to Conflict and Disaster*

OUTIL 4:

Formation aux principes humanitaires et aux droits humains

Les entreprises opérant dans des contextes humanitaires doivent être conscientes de leurs obligations, des régulations et des pratiques en matière de droits humains, ainsi que des normes, notamment des principes humanitaires, qui sous-tendent les activités des agences humanitaires. Comprendre et appliquer ces principes peut garantir que les entreprises fonctionnent conformément aux meilleures pratiques internationales, qu'elles ne causent pas de dommages et nouent des partenariats avec la communauté humanitaire qui reflètent leurs cadres de valeurs. Voir, pour référence l'Outil 3, qui explique comment fonctionne le système humanitaire.

Ressources

- Ressources additionnelles dans la [Section 6](#).
- Voir le webinar CBI et la présentation Human Rights in Complex Emergencies <https://www.connectingbusiness.org/webinar-humcomplex-slides>.

OUTIL 5: Formation à la planification de la continuité des activités

La planification de la continuité des activités fait référence aux processus et aux plans visant à garantir qu'une entreprise soit préparée et en mesure de se relever d'une crise. Lorsqu'ils sont correctement élaborés et mis en œuvre, ces plans peuvent également fournir un mécanisme permettant de coordonner le rôle du secteur privé dans les catastrophes d'origine humaine. Vous trouverez ci-dessous une liste de quelques outils et ressources à disposition des réseaux membres de CBI pouvant être utilisés tels quels ou adaptés à un contexte particulier.

OIT: Plate-forme pour entreprises durables et résilientes La panoplie d'outils et de ressources sur la résilience aux conflits se compose de plusieurs outils, tels que:

- Réduction des risques au niveau de l'entreprise (outil de continuité des activités)
- Checklist des problèmes
- Outils d'action collective pour l'identification des priorités et l'analyse des parties prenantes

- Études de cas
- <https://conflictanddisaster.org/>

Autres outils – non spécifiques aux catastrophes d'origine humaine, mais qui peuvent être ajustées - inclure par exemple:

Resilience in a box par U.S. Chamber of Commerce Foundation and UPS Foundation <https://www.connectingbusiness.org/tools-Resilience-in-a-Box>

Disaster-Ready Business Toolkit par les réseaux Pacific Islands Private Sector Organisation (PIPSO) et Fiji Business Disaster Resilience Council (FBDRC) ainsi que leurs partenaires <https://www.connectingbusiness.org/tools-Disaster-Ready-Business-Toolkit>

Business Continuity Management Toolkit par le Government: du Royaume Uni https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/137994/Business_Continuity_Management_Toolkit.pdf

OUTIL 6:

Cartographie des ressources et des capacités du secteur privé

Afin de coordonner les contributions du secteur privé aux crises humanitaires, le réseau du secteur privé doit savoir ce que les entreprises peuvent apporter, comment et à quel moment. Une première étape importante consiste donc à définir les ressources et les capacités du secteur privé. Cela pourrait se faire par le biais d'entretiens ou d'une enquête, et inclure au moins les éléments suivants:

- Que fait la société (activité principale)?
- Où l'entreprise opère-t-elle (zones géographiques)?
- Qui est le point focal de la société pour les opérations humanitaires (coordonnées)?
- Comment l'entreprise peut-elle soutenir les interventions humanitaires (à la fois en termes de clusters, par exemple, télécommunications d'urgence, et de soutien réel; par exemple, points de connexion Internet et distribution de SMS)?
- Quand et à quelle vitesse les contributions de l'entreprise peuvent-elles être disponibles?
- Existe-t-il des restrictions ou des conditions d'utilisation spécifiques demandées par l'entreprise?
- Un modèle et un exemple de cartographie des ressources de l'entreprise sont disponibles dans le guide de base CBI [Network Foundation Guide Appendix](#).

OUTIL 7: Exercice de scénarios

Des exercices multipartites peuvent être conduits à l'aide des modèles de cette section afin de tester des éléments de la boîte à outils et de former les participants du réseau du secteur privé à l'action collective. Plusieurs réseaux membres de CBI ont élaboré des scénarios et mené des exercices de simulation dans le cadre de leurs activités de renforcement des capacités. Sur la base de discussions avec ces réseaux, cette section adapte les structures d'exercice en vue de catastrophes naturelles aux catastrophes d'origine humaine.

Comment utiliser le modèle d'exercice de scénarios

1. Lire tout l'exercice et les supports.
2. Décider comment localiser le scénario de manière à refléter les défis potentiels dans votre communauté et tester les compétences et les techniques de vos membres.
3. Se familiariser avec le déroulement de l'exercice en révisant en profondeur les directives pour les animateurs. Utiliser ces instructions pour effectuer l'exercice.
4. Obtenir des commentaires formels des participants.
5. Demander l'avis des animateurs.

Vue d'ensemble

Titre du contexte: Élaborer une brève description de la catastrophe d'origine humaine (par exemple, afflux de réfugiés en raison de troubles civils dans un pays voisin).

Lieu: Identifier les limites géographiques du scénario à l'aide des descriptions de l'évaluation du paysage (par exemple, camp de réfugiés existant dans une zone périurbaine du pays).

Durée de l'exercice: Fixer une limite de temps pour l'exercice (recommandé de 90 à 120 minutes).

Capacités exercées: Identifier les capacités et/ou techniques-clés testées dans l'exercice, par exemple:

- Planification de la continuité des activités
- Logistique coordonnée
- Enregistrement et documentation du bénéficiaire
- Règlement
- Paiements de bénéficiaires
- Accès aux ressources de communication
- Relations publiques/messages

Objectifs de l'exercice: Énoncer clairement les objectifs de l'exercice. Dans la plupart des cas, les objectifs sont de tester les processus collectifs spécifiques et d'établir des liens et des partenariats.

Exemples d'objectifs:

- Valider le plan d'enregistrement des bénéficiaires à l'aide d'un système coordonné/interopérable accessible aux organismes gouvernementaux et donateurs.
- Tester les dispositions de confidentialité et les dispositions garantissant la sécurité des bénéficiaires.
- Identifier les mécanismes de paiement pouvant regrouper plusieurs sources de fonds.
- Discuter des mécanismes pour s'assurer que les ressources de communication adéquates sont disponibles pour soutenir un afflux prévu de réfugiés.
- Tester les mécanismes de proximité de la communauté qui fournissent des informations et des assurances à toutes les parties prenantes.

Scénario(s): Fournir des détails supplémentaires sur le scénario. Cela doit être sous forme narrative en s'appuyant sur le contexte détaillé développé lors de l'évaluation du paysage. Les scénarios peuvent s'écarter de la situation sur le terrain, mais doivent inclure des détails plausibles et être compatibles avec la situation sociale et économique globale.



Pour le personnel d'exercice

Synopsis d'exercice

L'objectif de l'exercice est de hiérarchiser les actions en fonction de ce que l'on sait de la situation. L'accent est également mis sur la documentation des actions. Ces activités sont menées dans le contexte d'un scénario d'arrivée imminente d'un grand nombre de réfugiés.

L'équipe aborde d'abord le processus d'identification et d'enregistrement des réfugiés. Des plans pour répondre aux besoins médicaux immédiats et fournir un abri sont discutés. Se concentrer sur l'enregistrement et établir des mécanismes efficaces de paiement des bénéficiaires. Après la discussion, l'équipe élabore un plan initial pour faire face à la situation. Une fois que le plan initial est élaboré, l'animateur met l'exercice en pause pour en discuter.

Après la discussion, l'animateur distribue un ensemble d'occurrences spécifiques ayant une incidence sur l'exécution du plan. À l'aide de cette nouvelle information, l'équipe élabore ensuite un plan pour réagir au scénario.

L'exercice se termine lorsque toutes les actions ont été discutées ou que le délai est atteint. À la fin de l'exercice, une séance de retour d'information immédiate aide les participants à réviser ce qu'ils ont appris et fournit des commentaires sur l'exercice.

Materials d'exercices et personnel (illustratif)

- Facilitateur (1 par groupe de 7 à 10)
- Liste des donateurs et des programmes existants dans le camp de réfugiés
- Formulaires: carte locale #1 utilisée lors de l'exercice
- Carte locale #2 (avec les notes de l'évaluation initiale), utilisée pendant l'exercice
- Liste des occurrences distribuées lors de l'exercice
- Formulaire d'évaluation rempli par les facilitateurs/évaluateurs durant l'exercice
- Formulaire de commentaires par les facilitateurs/évaluateurs après l'exercice
- Formulaire de commentaires rempli par les participants après l'exercice

Etape	Action	Que faire/que dire
1	Préparer l'exercice	Préparer et distribuer des copies de le matériel
2	Présenter l'exercice aux participants	• Fournir un document récapitulatif de l'exercice d'une page • Expliquer le but de l'exercice
3	Présenter le scenario	Fournir un scénario. Répondre aux questions concernant le scénario et inclure des détails supplémentaires, le cas échéant
4	Donner les instructions initiales	Donner des conseils/exemples aux participants (par exemple, développer un programme conjoint d'enregistrement des réfugiés)
5	Faire une pause dans l'exercice et discuter du plan - indiquer aux participants le jeu de rôle et présenter les stratégies, les risques et les défis	Identifier les besoins, les risques et les problèmes associés à la mise en œuvre du plan
6	Introduire une série de facteurs de complication. Ceci est un élément clé de l'exercice et permet aux participants de réagir aux changements de l'environnement ayant une incidence sur leur capacité à réagir et à exécuter leurs plans	Facteurs de complication illustratifs: • Les réfugiés des camps existants estiment que les nouveaux arrivants bénéficient d'un traitement spécial • La population locale refuse les fonds des donateurs destinés aux réfugiés • L'infrastructure de télécommunications est insuffisante pour supporter des paiements numériques • Les liquidités sont insuffisantes pour supporter les paiements en espèces • Le gouvernement recherche des informations personnelles sur les bénéficiaires dans la base de données • Les médias qualifient les nouveaux arrivants de terroristes
7	Aborder les facteurs de complication	Les participants discutent des stratégies d'impact et d'atténuation pour chaque facteur de complication
8	Revoir le plan original	Les participants révisent le plan pour intégrer les résultats des facteurs de complication
9	Distribuer le formulaire de commentaires des participants	Les participants remplissent le formulaire

6

Ressources additionnelles

COMMENT UTILISER CETTE SECTION:

Les références offertes dans cette section permettent aux lecteurs qui le souhaitent d'approfondir leurs connaissances sur l'action humanitaire dans les situations de catastrophe d'origine humaine. Ces ressources en ligne, en anglais (certaines pages sont traduites sur les sites indiqués par les liens à droite), sont organisées par thèmes de recherche bibliographique telle qu'effectuée pour le développement de la boîte à outils. Ces thèmes sont:

Orientations sur les principes et processus humanitaires et pratiques commerciales sensibles aux conflits

Sphere Handbook

Manuel Sphère: «Le manuel Sphère est l'un des ensembles de principes communs et de normes minimales universelles les plus connus et internationalement reconnus pour la fourniture d'une intervention humanitaire de qualité.» Projet Sphère



Core Humanitarian Standard

Norme humanitaire fondamentale: «Établit neuf engagements que les organisations et les personnes impliquées dans des interventions humanitaires peuvent utiliser pour améliorer la qualité et l'efficacité de l'assistance fournie.» CHS Alliance



Code of Conduct for the Red Cross and Red Crescent and NGOs in Disaster Relief

Code de conduite pour la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et les ONG participant aux opérations de secours en cas de catastrophe: «Un code de conduite visant à maintenir les normes élevées en matière d'indépendance, d'efficacité et d'impact auquel aspirent les ONG, les mouvements internationaux de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. CICR





The Humanitarian Programme Cycle

Le cycle du programme humanitaire: «Le cycle est une série coordonnée d'actions entreprises pour aider à préparer, gérer et mettre en œuvre une réponse humanitaire.» UN OCHA



Civil–Military Guidelines & Reference for Complex Emergencies



Guidance on Responsible Business in Conflict-Affected and High-Risk Areas

Orientations pour une entreprise responsable dans les zones de conflit et à haut risque: une ressource pour les entreprises et les investisseurs: «Vise à aider les entreprises à mettre en œuvre des pratiques commerciales responsables dans les zones de conflit et à haut risque, conformément aux dix principes du Pacte mondial.» UN Global Compact



Political economy analysis tools



Guiding Principles on Business and Human Rights

Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme: «Orientations à l'intention des gouvernements et des entreprises pour s'engager dans des contextes humanitaires et concentration sur le meilleur moyen de respecter les principes des droits de l'homme par le biais d'un changement de comportement et de procédures internes.» Droits humains des Nations Unies



Guiding Principles for Public–Private Collaboration for Humanitarian Action

Principes directeurs pour la collaboration public-privé dans le domaine de l'action humanitaire: «Guide destiné au secteur privé et à la communauté humanitaire, mettant l'accent sur la communication des principes humanitaires essentiels ainsi que sur l'intégration d'éléments de leçons tirées de l'engagement antérieur du secteur privé.» Forum économique mondial





Conflict-sensitive Business practice Guidance for Extractive Industries

Guide des pratiques commerciales sensibles aux conflits pour les industries extractives: « Consiste en des conseils sur la conduite des affaires dans des sociétés à risque de conflits pour les responsables sur le terrain travaillant dans diverses activités, ainsi que pour le personnel du siège en matière de risque politique, de sécurité, de relations extérieures et de performance sociale départements.» International Alert



Conflict-Sensitive Business Review of Instruments and Guidelines

Examen commercial des instruments et des directives sensible aux conflits. Swiss Peace



Conflict-sensitive Food and Nutrition Security Programming in Fragile Settings: Workshop Report

Programme de sécurité alimentaire et nutritionnelle sensible aux conflits dans les contextes fragiles, rapport d'atelier: «Souligne la nécessité de rendre opérationnelle le concept de« stabilité », de faciliter la gestion adaptative des programmes - avec le soutien du suivi et de l'évaluation - et de tirer des enseignements de la pratique la programmation dans des environnements fragiles peut être mieux utilisée pour passer de l'aide humanitaire à la résilience et au développement, et lorsqu'elle peut (ou ne peut pas) être liée au développement du secteur privé dans des environnements aussi précaires.» Food & Business Knowledge Platform



Recovery and Peacebuilding Assessments (RPBA)

Évaluations du relèvement et de la consolidation de la paix (RPBA): «Le RPBA est un cadre de partenariat destiné à coordonner le réengagement dans les pays ou les régions sortant d'un conflit ou d'une crise politique.» Banque mondiale, Union Européenne et Nations Unies



Guide and Toolkits on Employment and Decent Work in Situations of Fragility

Guide et boîtes à outils sur l'emploi et le travail décent dans les situations de fragilité, de conflit et de catastrophe www.conflictanddisasters.org. OIT





Engagement du secteur privé dans l'action humanitaire

Humanitarian Crises, Emergency Preparedness and Response. Final Report

Crises humanitaires, préparatifs et interventions d'urgence. Rapport final: «Examine le rôle du secteur privé: résumé des conclusions sur la base d'une étude visant à cerner les rôles actuels et futurs du secteur privé dans l'action humanitaire.» ODI



UN Global Compact/UNICEF (2016) Children in Humanitarian Crises: What Business Can Do

Pacte mondial des Nations Unies / UNICEF (2016) Les enfants dans les crises humanitaires: ce que les entreprises peuvent faire: «Explique le rôle que les entreprises peuvent jouer pour assurer le bien-être des enfants dans les crises humanitaires.»



Humanitarian Crises, Emergency Preparedness and response: The Role of Business and the Private Sector

Crises humanitaires, préparatifs et interventions d'urgence: Le rôle du secteur privé et des entreprises - Analyse de la stratégie et des options en Haïti: «Analyse le rôle du secteur privé dans l'action humanitaire en Haïti, en mettant un accent particulier sur la réponse au séisme dévastateur qui a frappé Port-au-Prince en 2010. » ODI



Humanitarian Crises, Emergency Preparedness and Response: The Role of Business and the Private Sector – Kenya Case Study

Crises humanitaires, préparation aux situations d'urgence et interventions: le rôle des entreprises et du secteur privé - Étude de cas du Kenya: «Explore le rôle du secteur privé dans l'action humanitaire au Kenya. Le Kenya a été choisi comme étude de cas car il possède un secteur privé dynamique et innovant et des antécédents de crises humanitaires graves et répétées, notamment de sécheresse dans les terres arides et semi-arides du pays. » ODI





Humanitarian Crises, Emergency Preparedness and Response: The Role of Business and the Private Sector – Indonesia Case Study

Crises humanitaires, préparatifs et interventions d'urgence: le rôle du secteur privé et des entreprises - Étude de cas sur l'Indonésie: «Le présent document traite du rôle du secteur privé dans l'action humanitaire en Indonésie et des grands schémas d'engagement entre les secteurs humanitaire et privé.» ODI



Humanitarian Crises, Emergency Preparedness and Response: The Role of Business and the Private Sector – Jordan Case Study

Études de cas sur la Jordanie: «Ce rapport examine la crise actuelle des réfugiés syriens, qui a créé des opportunités ainsi que des contraintes pour la collaboration entre le secteur humanitaire et le secteur privé.» ODI



Private Sector Engagement in Complex Emergencies: Case Studies from Yemen and Southern Somalia

Engagement du secteur privé dans des situations d'urgence complexes: études de cas du Yémen et du sud de la Somalie: «Ce rapport examine la manière dont le secteur privé local a réagi aux crises au Yémen et en Somalie, en mettant l'accent sur les opportunités et les obstacles à la participation du secteur privé aux activités humanitaires. communauté.» ODI



Private Sector Engagement in Fragile and Conflict-affected Settings

Engagement du secteur privé dans les contextes fragiles et touchés par un conflit: «Une analyse documentaire sur le rôle de l'engagement du secteur privé dans l'appui aux efforts visant à lutter contre la fragilité et les conflits et un bilan des enseignements tirés des approches de l'engagement du secteur privé dans des États fragiles par différents donateurs». GSDRC



The Role of Private Sector Actors in Post-conflict Recovery

Le rôle des acteurs du secteur privé dans la reprise post-conflit: «Ce document appelle à une vision nuancée des différents types d'acteurs du secteur privé, y compris leurs approches du risque, leurs interactions et leurs diverses contributions à la reprise économique. » John Bray, Conflict, Security & Development





Platforms for Private Sector–Humanitarian Collaboration

Plateformes pour la collaboration entre le secteur privé et l'action humanitaire: «Cette étude exploratoire explore la manière dont les« plates-formes »- sous la forme d'organisations intermédiaires, de réseaux, d'alliances et de coalitions temporaires - soutiennent l'engagement du secteur privé dans l'action humanitaire, allant de la réduction des risques de catastrophe (RRC) à la préparation, à travers la réponse, la reconstruction et le développement. » Kings College London



The Effectiveness of Private Sector Development Interventions in Fragile and Conflict-Affected Situations

L'efficacité des interventions de développement du secteur privé dans des situations fragiles et affectées par un conflit: «Un examen systématique est un effort pour combler le manque de connaissances sur l'efficacité des interventions de développement du secteur privé dans des situations fragiles et affectées par un conflit.» Banque mondiale



Enterprise Creation, Employment and Decent Work for Peace and Resilience

Création d'entreprise, emploi et travail décent pour la paix et la résilience: le rôle des organisations d'employeurs et d'entreprises dans les zones de conflit en Asie. OIT





Business case pour l'engagement du secteur privé dans l'action humanitaire

The Business Case: A Study of Private Sector Engagement in Humanitarian Action

Le Business Case: Étude de l'engagement du secteur privé dans l'action humanitaire: «Cette étude examine quatre facteurs clés de l'engagement du secteur privé dans l'action humanitaire.» OCHA



Untapped Humanitarian Demand: A Business Case for Expanding Digital Financial Services

Demande humanitaire inexploitée: analyse de rentabilisation pour le développement des services financiers numériques: «Cette étude examine le retour sur investissement des banques ayant fourni des services de transferts monétaires au secteur humanitaire.» IRC



Kakuma as a Marketplace: A Consumer and Market Study of a Refugee Camp and Town in Northwest Kenya

Kakuma en tant que marché: Étude de marché et de consommateurs sur un camp de réfugiés et une ville du nord-ouest du Kenya: «Cette étude examine les opportunités commerciales offertes par le camp de réfugiés de Kakuma pour le secteur privé au Kenya.» IFC



Refugees and Their Money

Les réfugiés et leur argent: «Cette étude examine les opportunités de marché offertes aux fournisseurs de services financiers numériques pour la fourniture de services financiers dans plusieurs zones de réfugiés au Rwanda.» FSD Africa





Bibliographie

- Ballentine, K. and Nitzschke, H. (2004) 'Business and Armed Conflict: An Assessment of Issues and Options', *Die Friedens-Warte*, 79(1–2): 35–56.
- Berman, J. (2000) 'Boardrooms and Bombs: Strategies of Multinational Corporations in Conflict Areas', *Harvard International Review*, 22(3): 28–32.
- Blumenstock, J., Herskowitz, S., Scherer, T. and Ghani, T. (2017) *Insecurity and Industrial Organization: Evidence from Afghanistan* (mimeo).
- Caroline, T., Witte, M., Burger, J., Ianchovichina, E. and Pennings, E. (2017) *The Heterogeneous Effect of Political Violence on Greenfield FDI*. World Bank Policy Research Working Paper 7914.
- Consultative Group to Assist the Poor (GCAP) (2017) *The Role of Financial Services in Humanitarian Crises*. Report No. 12, April.
- Davis, P. (2013) *Corporations, Global Governance, and Post-Conflict Reconstruction*. Abingdon: Routledge.
- Goldberg, M., Kim, K.W. and Ariano, M. (2014) *How Firms Cope with Crime and Violence: Experiences from around the World*. World Bank Publications.
- Hoffmann, A. and Lange, P. (2016) *Growing or Coping? Evidence from Small and Medium Sized Enterprises in Fragile Settings*. The Hague: Clingendael.
- Malmstrom, E. and Cusack, J. (2010) *Afghanistan's Willing Entrepreneurs: Supporting Private-Sector Growth in the Afghan Economy*. Washington, DC: Center for a New American Security.
- Oetzel, J. and Getz, K. (2012) 'Why and How Might Firms Respond Strategically to Violent Conflict?', *Journal of International Business Studies*, 4(2). Oetzel, J., Getz, K. and Ladek, S. (2007) 'The Role of Multinational Enterprises in Responding to Violent Conflict: A Conceptual Model and Framework for Research', *American Business Law Journal*, 44(2): 331–58.

Annexe 1: Exemple de stratégie d'engagement du réseau et de plan d'action

Résumé de l'initiative #1: atelier de sensibilisation

Objectif	Étapes-clés	Entité responsable	Date de début	Date de livraison
<i>Fournir aux membres du réseau une justification / un business case pour un engagement collectif dans des situations d'urgence complexes / des catastrophes d'origine humaine</i>	1. Développer l'agenda de l'atelier 2. Identifier les conférenciers / présentateurs 3. Obtenir le soutien de haut niveau du gouvernement et de la communauté humanitaire 4. Tirer parti du contenu CBI et du contenu d'autres réseaux 5. Promouvoir l'événement en tant que membre 6. Animer un atelier	<i>Secrétariat du réseau du secteur privé</i>	<i>(date)</i>	<i>(date)</i>
Principaux défis • Générer l'intérêt des membres • Développer un contenu sur mesure • Identifier des intervenants qualifiés		Mitigation: • Activités de sensibilisation et présenter un business case • Exploiter la boîte à outils et rechercher des experts locaux • Commencez le processus tôt		
Mesures		Ressources		
• Nombre de participants à l'atelier • Nombre d'ateliers tenus • Commentaires positifs		• Développement du contenu (80 heures) • Ressources de planification (40 heures) • Ressources de livraison (40 heures)		

Résumé de l'initiative #2: planification de la continuité des activités des PME

Objectif	Étapes-clés	Entité responsable	Date de début	Date de livraison
<i>Transmettre aux PME l'importance de la continuité des activités et fournir un mécanisme pour améliorer leur résilience dans les situations d'urgence complexes</i>	7. Développer et planifier un atelier 8. Développer et planifier des exercices communs 9. Évaluer les résultats de l'exercice	<i>Secrétariat du réseau du secteur privé et entités membres disposant de plans de continuité des opérations bien développés</i>	<i>(dates)</i>	<i>(dates)</i>
Principaux défis: • Générer l'intérêt des membres • Développer un contenu sur mesure • Identifier des intervenants qualifiés		Mitigation: • Mener des activités de communication ciblées auprès des PME et présenter du matériel de recherche sur l'importance de la résilience opérationnelle • Tirer parti de la boîte à outils et des scénarios d'examen élaborés par d'autres réseaux CBI • Dépenser les ressources nécessaires pour obtenir des animateurs qualifiés		
Mesures		Ressources		
• Nombre de participants à l'atelier • Nombre de participants à l'exercice • Nombre de nouveaux plans de continuité d'activité développés • Commentaires positifs		• Développement du contenu (60 heures) • Ressources de planification (40 heures) • Ressources de livraison (40 heures) • Exercice de scénario de développement (40 heures) • Exercice de scénario de livraison des ressources (40 heures)		



CBI Global Partners



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE



United Nations
Global Compact



European Union
Civil Protection and
Humanitarian Aid



International Federation
of Red Cross and Red Crescent Societies

